

**TECHNICAIR:**

pour le maintien de l'usine !

**ZAIRE:**

les paras de Giscard au secours de Mobutu

**LMR:**

vers le IVème Congrès

HUITIEME ANNEE N°184-27 mai 1978

Fr. 2.-

# la brèche

organe bimensuel  
de la ligue marxiste révolutionnaire  
section suisse de la IVème Internationale

## CONVENTION DE LA METALLURGIE

### Il est moins une !

C'est niet sur toute la ligne : le patronat de la métallurgie suisse ne lâche pas même une miette !

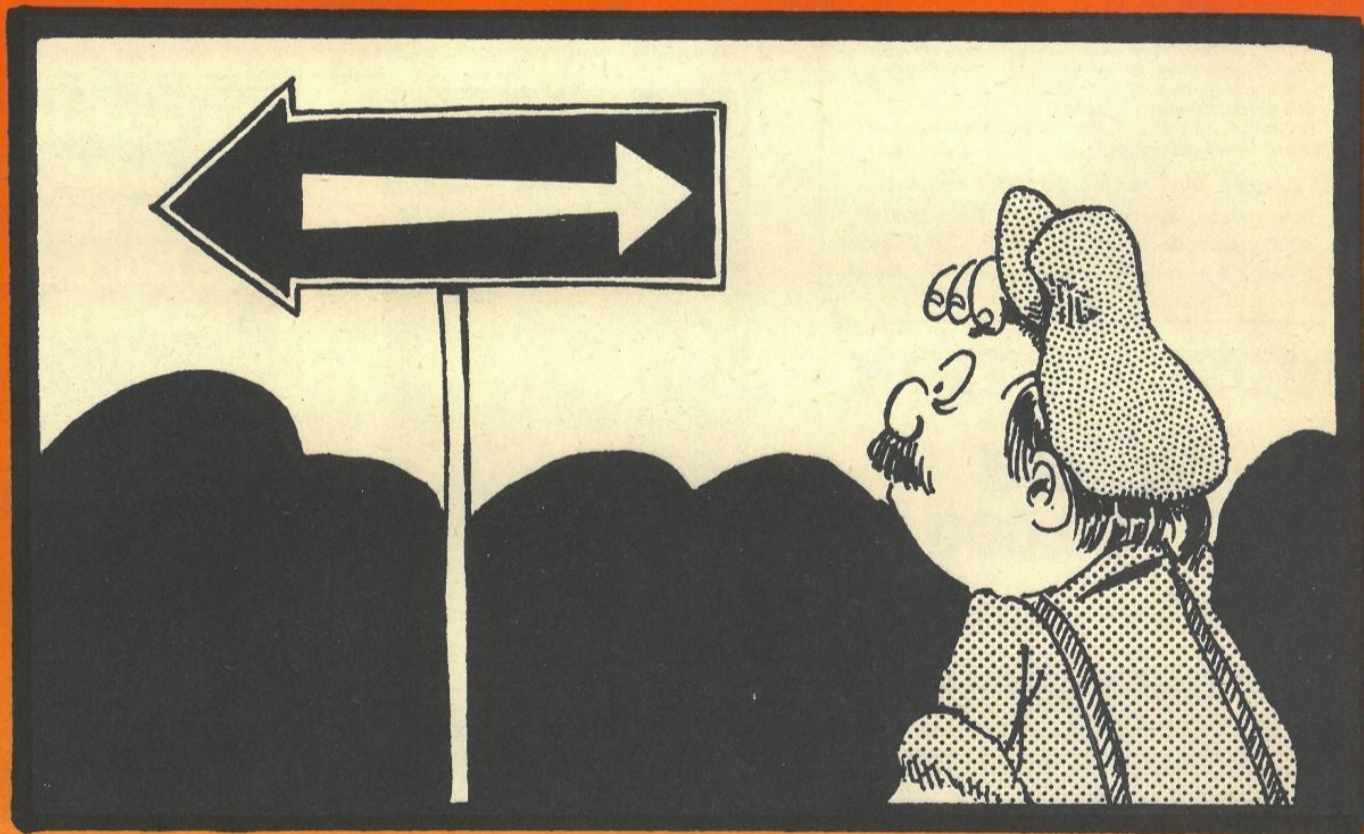
Non sur la réduction du temps de travail (ou alors une heure seulement), non sur les salaires et la compensation du renchérissement, non sur l'égalité hommes/femmes, non à l'intégration des employés et apprentis dans la convention. Pire encore, le patronat veut raboter les maigres droits syndicaux dans les entreprises et multiplier encore les obstacles destinés à empêcher des grèves.

Voilà le résultat de 40 ans de paix du travail. Voilà le résultat aussi de négociations séparées de la FTMH et de la FCOM. Voilà enfin le dernier moment venu pour les métallos : il faut empêcher qu'une telle capitulation soit signée par les directions syndicales. Il faut saisir les appels lancés par les métallos de Genève et Lausanne à manifester et à préparer des mesures de lutte, y compris la grève. Il faut empêcher cette déculottée !

Symbole de la paix du travail, la convention collective ASM (construction des machines) est depuis 8 mois en cours de renouvellement. Les syndicats

suite page 5

## Les congrès du PSS, du POCH, du PST Où va la gauche ?



### Lucens: un énorme succès contre le nucléaire



La marche antinucléaire de Pentecôte s'est terminée par une manifestation de 9000 personnes devant la centrale désaffectée de Lucens, que les trusts de l'électricité se proposent de transformer en un dépôt de combustible nucléaire usagé. Auparavant, 3 à 4000 manifestants avaient parcouru les 22 kilomètres de Corserey à Lucens, où s'étaient déroulés deux jours de débat et de fête rassemblant les opposants au nucléaire de toute la Suisse et des régions voisines.

C'est la première manifestation de ce genre et de cette ampleur en Suisse romande.

Elle constitue un premier pas vers le développement d'un

Interfoto

suite page 2

# sommaire

éditorial : pour la nationalisation de Firestone	3
Comité PFS : manoeuvres bourgeoises pour faire échouer le referendum	3
<b>SOCIAL</b>	
renouvellement de la convention de la métallurgie	1 et 5
Technicair : l'occupation continue	5
Services publics genevois : pris à la gorge	- 4
Conférence des femmes de la VPOD	4
Bienne : pour un centre de consultation	4
<b>DOSSIER : où va la gauche ?</b>	
POCH : compromis historique	5
Parti Suisse du Travail : "eurocommuniste" depuis toujours ?	6 et 7
Parti socialiste suisse : le congrès 78	8
LMR :	
de la fondation au IVème Congrès	10 et 11
<b>INTERNATIONAL</b>	
Guerre impérialiste au Zaïre	12
Hugo Blanco et des milliers de syndicalistes arrêtés au Pérou	9
Youri Orlov : les nouveaux procès de Moscou	9
Important succès de la pétition contre la collaboration Suisse-Afrique du Sud	9
<b>Culture :</b>	
Lettres inédites de Voltaire sur l'affaire Croissant	11

# abonnez-vous

## Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous
abonnement de soutien :	fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

## SOUSCRIPTION

**Objectif**  
**2 mois - 50.000 Fr.**  
**Aidez-nous**  
**financièrement !**

CCP 10 - 25 669 Lausanne	48 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	46 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	44 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	42 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	40 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	38 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	36 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	34 000
CCP 10 - 25 669 Lausanne	32 000

Ca vous dit quelque chose ?

J'espère que vous avez une bonne mémoire visuelle, et que la prochaine fois, on n'aura pas seulement ces trois sympathiques personnes à donner leurs sous à la souscription. Parce que, comprenez-moi, s'il y a si peu de souscripteurs, c'est ma pomme, pauvre claviste fatiguée par une journée de travail, qui doit boucher les trous avant qu'on boucle la brèche. Alors, je vous le demande : êtes-vous pour la réduction du temps de travail ? Oui ou non ?

Ancien total	31 947.-
R. D., Lausanne	20.-
J.-P. L., Crissier	20.-
H. H., Genève	300.-
Nouveau total	32 287.-

50 000	48 000
46 000	44 000
42 000	40 000
38 000	36 000
34 000	32 000
30 000	28 000
26 000	24 000
22 000	20 000
18 000	16 000
14 000	12 000
10 000	8 000
6 000	4 000
2 000	

suite de la première page  
mouvement de masse antinucléaire en Suisse romande, à l'instar de celui qui existe en Suisse allemande depuis l'occupation de Kaiseraugst au printemps 75 et les manifestations de Gösigen de juin 77. Les antinucléaires suisses allemands étaient d'ailleurs massivement présents à Corserey/Lucens, permettant une jonction et des échanges d'expérience fructueux entre opposants des deux régions.

La marche de Pentecôte a montré la détermination du mouvement à poursuivre sa lutte, apportant un démenti aux pseudo-améliorations de la révision de la loi sur l'énergie atomique, tapageusement vantées par la presse.

La rencontre de Pentecôte a été organisée par un comité créé pour la circonstance et composé de délégués des comités anti-déchets de Lucens et de Moudon (CADAL et CADAM), le Casak de Lausanne et la Coordination Nationale des comités antinucléaires. Une infrastructure matérielle considérable avait été mise sur pied : village de tentes géantes à Corserey, manger et coucher pour environ 2000 personnes du samedi au lundi matin, crèche, postes de ravitaillement, de premiers secours et de crèches échelonnées tout le long de la marche. Cela a pu être réalisé grâce au travail de plusieurs dizaines d'habitants de la région Lucens/Moudon et grâce à la sympathie des habitants de Corserey : un agriculteur, responsable de l'Union des Producteurs Suisses a prêté bénévolement un grand champ, les pompiers du village ont choisi de consacrer un de leurs exercices à... l'adduction d'eau pour les tentes ! Des trains spéciaux ont amené et ramené chez eux ensuite les manifestants de toute la Suisse.

Samedi, diverses manifestations régionales ont eu lieu à Zürich et à Baden, rassemblant plusieurs centaines de personnes devant les sièges de BBC, Motor-Colombus et NOK, avant de rejoindre Corserey.

Dimanche, près d'un millier de manifestants ont débattu toute la journée dans 4 commissions de travail (politique de l'énergie et lutte antinucléaire ; actions directes contre les projets d'installations nucléaires ; mouvement antinucléaire et mouvement ouvrier ; mouvement antinucléaire et mouvement paysan).

Ces commissions ont rapporté leurs débats devant une grande assemblée générale en début de soirée, qui a réuni environ 2500 personnes avant le début de la fête à laquelle divers artistes ont participé.

A Lucens lundi, les manifestants ont adopté par acclamation la résolution déjà votée par l'A.G. de la veille : contre la campagne entreprise par l'Etat et le lobby nucléaire en vue d'isoler les mouvements antinucléaires, pour la préparation de nouvelles actions du mouvement antinucléaire ; pas de dépôts de déchets radioactifs à Lucens, Airolo, Bex, Lenk, Giswil, Wabrig ou ailleurs ; pour un moratoire immédiat de toute la construction d'installations atomiques, en particulier les centrales en construction à Gösigen et Leibstadt ; le peuple doit pouvoir décider de la construction d'installations nucléaires ; pas de répression contre les opposants aux centrales nucléaires ; non à la Police Fédérale de Sécurité.

Le compte-rendu des débats du dimanche exigerait de plus longs développements. Ceux-ci ont été caractérisés notamment par les interventions répétées des camarades maoïstes de l'OCDR-KB-KOAP, qui constituent une des tendances du mouvement dont les propositions sont majoritaires dans le Casak lausannois et qui sont également actifs dans d'autres comités. Ils sont intervenus contre la position de oui critique à l'initiative atomique qui sera votée le 3 décembre (oui critique adopté à une écrasante majorité et avec notre appui par la Coordination Nationale). Ces camarades sont favorables à une campagne

axée uniquement sur le moratoire et pour le lancement d'un référendum contre la loi. Ces camarades se sont également opposés à la proposition du regroupement des antinucléaires progressistes (animé par le Gagak et auquel participent les militants de la LMR) de mettre sur pied une réunion régulière des syndiqués désireux de s'organiser pour impulser le débat dans les syndicats à la veille du Congrès de l'USS d'octobre prochain qui discutera de la position de l'USS sur l'énergie et pour se battre afin que les syndicats soutiennent l'initiative et le moratoire. Nous reviendrons dans ces colonnes sur ce débat majeur.

A Corserey, les positions des camarades maoïstes ont été rejetées par de nettes majorités. Leur proposition de lancer un référendum n'a pas été tranchée, mais reste en débat et sera à l'ordre du jour de la prochaine Coordination Nationale en juin. La commission de travail consacrée aux liens entre le mouvement antinucléaire et le mouvement ouvrier a voté une motion en faveur d'un regroupement de syndiqués et une première liste d'inscriptions a été remplie par une quarantaine de syndiqués intéressés. C'est là à notre avis un des fruits majeurs de la rencontre de Pentecôte, la première pierre d'un pont entre le mouvement antinucléaire et le mouvement ouvrier.

R.L.

## BREVES...

### SYMPOSIUM DE LA SOLIDARITE

Les 21 et 22 octobre aura lieu le "symposium de la solidarité", consacré à l'étude et à la dénonciation des régimes d'Amérique Latine, d'Afrique du Sud et des relations que la Suisse entretient avec ces régions. Pour préparer cet important événement, deux documents ont été publiés (un dépliant et une brochure explicative). Le travail des groupes a commencé. Il est temps de s'inscrire. Ce travail est ouvert à tous. Pour l'instant, de tels groupes se sont formés à Genève, Lausanne et Bienne.

Les participants au symposium tiendront une assemblée générale le 10 juin, 14h., au Centre Universitaire Catholique, bd de Grancy 31 (sous-gare) à LAUSANNE.

Adresse de contact : case 97, 1000 Lausanne 9, tél. (021) 22 32 19.

### GENEVE

Débrayage - Journée d'Action des Animateurs et Moniteurs des Centres de Loisirs

Le 16 mai, les moniteurs et animateurs ont décidé d'une action commune qui leur permette de dépasser leur isolement et de faire passer leurs revendications. En effet, depuis un an, l'Etat n'a pas daigné avoir une négociation sérieuse avec eux. La Journée est fixée au 25 mai et se terminera par un rassemblement devant le Département des Finances. Voici les revendications des animateurs :

- \* La réévaluation de leur salaire (comme tous les autres travailleurs sociaux) ;
- \* Ne pas faire les frais du retard que l'Etat a provoqué pour leur entrée à la caisse de retraite CIA : paiement des rachats et finances d'entrée par l'Etat, 2 annuités supplémentaires ;
- \* 40 heures de travail par semaine ;
- \* Compensation en temps de l'irrégularité d'horaire et du travail de nuit ;
- \* Création de postes ;
- \* Négociation d'une convention collective.

Voici les revendications des moniteurs :

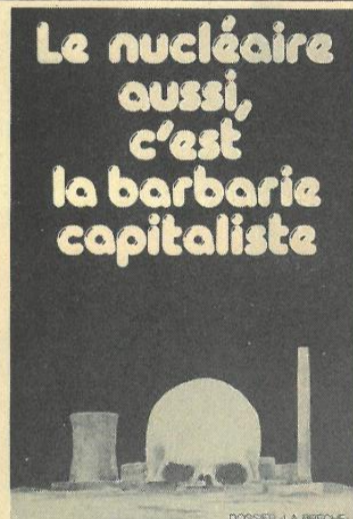
- \* Un salaire de fr. 10.- / l'heure minimum pour tout travail de monitorat ;
- \* Employeur unique (le même que pour leurs collègues animateurs) ;
- \* Maintien du nombre de postes et des acquis.

Leur lutte rejoint celle de tous les salariés de la Fonction Publique face aux attaques de l'Etat.

Le Comité Suisse de soutien au peuple sahraoui tiendra des stands d'information dans la rue le samedi 20 mai, animera une tente sahraouie le samedi 27 mai sur la plaine de Plainpalais à Genève, organisera le jeudi 1er juin à la salle des Eaux-Vives à Genève et le vendredi 2 juin au Centre paroissial d'Ouchy à Lausanne une vision du film "Le Sahara n'est pas à vendre", de Jocelyn SAAB.



Recueils d'articles parus dans La Brèche (Argentine Fr. 3.-, Nucléaire Fr. 4.-). En vente à nos



librairies La Taupe (Lausanne, 8b. r. de la Tour, 1003 ; Genève, 5 r. Muzy, 1207 et Fribourg).

# 1968 - 78

## MEETING

avec

### C.A. Udry

Bienne  
mercredi  
31 mai 20.15  
restaurant Pic  
(Schlüssel)

Lausanne  
jeudi  
1er juin 20.30  
salle des  
XXII cantons

## M. Thévenaz

Neuchâtel

jeudi 1er juin 20.30 Cité universitaire

# Firestone ferme ? Nationalisons Firestone !

620 travailleurs, dont la majorité sont peu éloignés de la retraite, dont seuls 109 ont appris un métier, vont devoir chercher du travail dans une région (Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Argovie) où les seules annonces que publie la presse s'adressent à de la main-d'oeuvre fraîche et qualifiée. Il y a 5 ans, lorsque Firestone rachetait l'entreprise, elle comptait un effectif double. Tous les témoignages concordent : le "dégraissage" de l'entreprise s'est révélé particulièrement pénible pour les 600 premiers "sacrifiés". Les 600 autres ont pendant ce temps accepté des réductions de salaires et une élévation des rythmes de travail — en espérant qu'autant de bonne volonté allait réussir à amadouer une multinationale. Aujourd'hui, le bilan est lourd. C'est la région toute entière qui est touchée et les travailleurs le savent bien, qui déploient une banderole déclarant : "Pour la place de travail Suisse", banderole qu'on a retrouvée ce week-end dernier au Congrès du Parti socialiste suisse. Le

Parti socialiste suisse (cf le compte-rendu de nos invités au congrès en page 8) aurait-il saisi les aspirations des travailleurs et serait-il décidé à défendre leurs intérêts contre le patronat multinational ? Las, il suffit d'avoir écouté le discours tenu le 1er Mai 1978 en la ville de Pratteln par le Conseiller d'Etat socialiste Manz pour déchanter : il prit la peine d'expliquer aux travailleurs de Firestone et de la région qu'on ne devait pas tout le temps "gueuler" contre les multinationales. Et plus encore : il ne pouvait pas s'imaginer un ordre économique sans multinationales, et c'est pourquoi il est exclu selon lui d'envisager la nationalisation de Firestone !

La LMR a répondu aux questions que se posent les travailleurs peu disposés à accepter comme une fatalité la suppression des postes de travail en Suisse dans un tract distribué en Suisse allemande et en Suisse romande. En voici le texte.



La fermeture de l'usine de pneus de Pratteln, appartenant au trust multinational Firestone (USA) met 620 travailleurs(es) à la rue. Après de nombreuses péripéties, la direction de l'entreprise propose un "plan social" bidon (de ridicules indemnités de départ). La commission d'entreprise et le syndicat (chimie, papier et textile, FTCP) l'ont refusé.

1973 :

L'entreprise américaine Firestone rachète l'usine de pneus à Pratteln, une entreprise de 1 200 travailleurs, usine "modèle" où la "participation" a été introduite quelques années auparavant.

1976/77 :

Le trust connaît des difficultés, il supprime 600 places de travail, les travailleurs restant acceptent des sacrifices sur le plan salarial. Les cadences de travail augmentent — tout cela avec cette fameuse participation...

1978 :

Le trust décide de la fermeture de l'usine à Pratteln. Le Conseil fédéral et le gouvernement de Bâle-campagne rassurent les travailleurs en affirmant qu'il est possible de sauver les places de travail si les ouvriers consentent à de nouveaux sacrifices. Des négociations secrètes ont lieu entre le trust et le gouvernement, mais finalement l'entreprise ferme ses portes.

Voilà la description que l'on trouve dans les journaux sur l'"affaire" Firestone. Ce que la presse tait, c'est l'essentiel pour les travailleurs.

\* Firestone n'est nullement confrontée à une crise grave qui met en cause sa survie. Le trust mène tout simplement la politique de tous les autres capitalistes : ils investissent là où ils peuvent faire les plus grands profits, par exemple à Singapour. Et ce n'est pas la "cruauté spéciale" des trusts américains qui est en cause, mais la fameuse "économie de marché" dont le caractère "humain" est tant vanté par les patrons. Les géants suisses de la chimie ont les mêmes pratiques. Ainsi, par exemple, le trust Sandoz a officiellement annoncé qu'il n'investirait plus rien en Suisse. Il est donc essentiel que les travailleurs suisses se solidarisent avec ceux de tous les pays et contribuent à les aider à se défendre contre les trusts et les banques qui les exploitent. Nous renforcerons de cette manière le mouvement ouvrier suisse et international.

\* Le gouvernement de Bâle-campagne et le Conseil fédéral ne sont pas intervenus dans cette affaire pour sauver les postes de travail, mais pour mener une double opération de bluff : d'abord paraître sans taches aux yeux des travailleurs. Et ensuite

répondre à l'émotion suscitée dans la classe ouvrière en Suisse par la fermeture de Firestone en évitant au maximum que l'affaire apparaisse comme un conflit ouvriers-patrons, mais plutôt comme un conflit Suisse-USA. Le bluff devait aussi servir accessoirement à persuader les travailleurs de Firestone de faire confiance directement au gouvernement cantonal, et réduire ainsi le rôle du syndicat dans l'entreprise.

\* Les grands trusts de la chimie bâloise bluffent tout autant quand ils annoncent publiquement qu'il n'y aurait aucun problème pour "recaser" les licenciés de Firestone dans la région.

La seule solution aujourd'hui pour défendre les 600 postes de travail supprimés à Firestone et tous se protéger contre la logique du profit capitaliste et de la "libre économie de marché" des patrons, c'est de former un bloc uni de tous les travailleurs, de leurs organisations syndicales et politiques pour passer à l'action en vue d'imposer un programme de lutte :

\* Pour le maintien de tous les postes de travail en Suisse : réduction de la durée du travail, contrôle des travailleurs sur les rythmes de travail, les cadences, les départs et l'embauche. (Les pays du Marché Commun ont annoncé l'introduction générale de la semaine de 40 heures pour cette année, les syndicats de ces pays ont inscrit officiellement les 36 heures à leur programme.)

\* Pour la nationalisation de Firestone-Pratteln sans indemnités aux actionnaires.

\* Les travailleurs et les syndicats doivent présenter dans l'entreprise un plan permettant le recyclage dans l'usine de Pratteln et de passer en revue toutes les possibilités de reconversion de la production.

\* L'entreprise ne doit être autorisée à fermer ses portes que lorsque tous les travailleurs(es) auront retrouvé un emploi aux mêmes conditions sociales et salariales. Dans l'immédiat, c'est aux travailleurs et à leurs organisations de vérifier si effectivement on peut dénombrer 600 postes de travail disponibles aux mêmes conditions dans la région bâloise pour les licenciés de Firestone.

600 places de travail en moins : cela concerne tous les travailleurs !

L'acharnement des capitalistes à réaliser leurs profits, voilà le danger permanent pour les travailleurs !

Des syndicats combattifs qui ne font confiance ni aux patrons ni à l'Etat, mais seulement aux travailleurs eux-mêmes, voilà de quoi tous les travailleurs ont besoin !

*C'est le  
dernier moment :  
il faut encore  
des signatures  
PFS !!*

"Nous ne voulons pas sacrifier, mais protéger la liberté du citoyen, déclarait dernièrement Furgler. Donnez-nous les moyens d'agir. Le Conseil fédéral garantit qu'il n'en abusera pas..."

Tous les agissements du Conseiller fédéral Furgler font mentir cette belle déclaration : ses réunions avec les ministres de l'Intérieur d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie, ses contacts avec les spécialistes des polices allemande et française, la venue des fameux GSG-9, ces policiers anti-terroristes allemands qui donnent un cours à leurs collègues suisses, la complaisance avec laquelle la grande presse a rendu compte (photos pleine page à l'appui) de cet "exercice", tout contribue à entretenir une psychose "terroriste", destinée à freiner notre referendum. Radicaux vaudois, "Atout" et grande presse (surtout en Suisse allemande) multiplient les déclarations de soutien à la PFS et aux "valeurs" libérales...

Pour tout ce beau monde, ceux qui critiquent et manifestent sont manoeuvrés par des "manifestants professionnels", des spécialistes de la déstabilisation. De là à faire de pratiquement tous les opposants des... terroristes, il n'y a qu'un pas que franchit un radical plus naïf que ses pairs, le conseiller national Rudolf Friedrich. Il déclarait en effet, en octobre dernier :

"Des groupements dont les objectifs mettent, en dernière instance, notre Etat en danger, participent quotidiennement à notre vie politique. Ils utilisent nos institutions; ils ont leurs représentants dans plus d'un Parlement; ils enseignent dans les universités; ils se construisent des cercles de sympathisants. Mais ils essaient avant tout de se créer une base politique, en se faisant les champions de postulats susceptibles de leur assurer un écho. Ainsi, par exemple, ils oeuvrent parmi les anti-nucléaires et les objecteurs de conscience; ils postulent l'abaissement de l'âge de l'AVS. Ils réclament des classes d'école moins chargées et moins de routes, se taillant ainsi des succès populaires. Ils essaient par là de désamorcer les instruments dont nous avons précisément besoin contre l'extrémisme politique. Pour ce faire, ils salissent la protection de l'Etat en la qualifiant de répressive; ils dénigrent l'armée en l'appelant un instrument d'oppression contre la gauche, ils attaquent les tribunaux, qui deviennent des outils de la classe dominante. Ils propagent le terrorisme et l'opposition civile. Pour eux, la police n'est qu'une troupe de brutes. Ils justifient les entorses au droit par la théorie de la double légalité. Enfin, ils annoncent le lancement d'un referendum contre la future police fédérale de sécurité." !!

Face à cette hystérie, une seule réponse : refuser massivement la PFS. Mais non en acceptant, comme le PS et le Cartel syndical vaudois, une "bonne" police contre le terrorisme.

Pour nous, il n'est jamais dans l'intérêt des travailleurs d'appuyer le renforcement des institutions répressives de l'Etat bourgeois, dotées par définition de pouvoirs spéciaux. Jamais les travailleurs et leurs organisations n'auront un quelconque "contrôle" sur l'utilisation des corps répressifs de cet Etat, qu'ils aient pour nom "armée", "gendarmerie cantonale" ou "police fédérale de sécurité". L'expérience a déjà montré que même les polices "communales", même là où elles sont dirigées par des socialistes, n'interviennent jamais en faveur des travailleurs ou des mouvements d'opposition. A-t-on déjà vu une police intervenir aux côtés des grévistes pour défendre leur bon droit ?

Il faut donc lutter par principe contre la PFS !

**C'EST LE DERNIER MOMENT : SIGNEZ ET FAITES SIGNER LE REFERENDUM !**

Dernier délai : 1er juin.

Renvoyez les listes au : Comité vaudois contre la PFS, case postale 186, 1 000 Lausanne 17.

# LES SERVICES PUBLICS GENEVOIS PRIS A LA GORGE

Au cours de ces trois dernières années les attaques de la bourgeoisie visant à diminuer la part des services publics dans le budget cantonal se sont multipliées. En rationalisant les services publics (blocage des effectifs — 40 emplois en moins cette année aux Services Industriels —, etc.) et en diminuant les dépenses sociales, les patrons cherchent à faire payer le prix de la crise aux travailleurs.

La restriction des crédits destinés aux hôpitaux; l'attaque aux salaires que représente le nouveau règlement d'application de la loi sur les salaires; le programme d'austérité sociale du nouveau conseiller d'Etat DUCRET — qui par ailleurs n'hésite pas à accorder 15 millions rien que pour l'étude d'un projet d'aménagement du quartier des Grottes; tout ceci n'est qu'un premier train de mesures qui vont s'amplifier au cours des années à venir.

Le développement des services publics a été lié à une période d'expansion économique au cours de laquelle les patrons ont accumulé de fabuleux bénéfices. S'ils ont accepté d'en céder quelques miettes à la classe ouvrière sous forme de déve-

loppement de services sociaux (dont profitent avant tout les travailleurs), ce n'est pas sans arrière pensée; contrairement aux augmentations de salaire direct, les dépenses sociales offrent un énorme et très profitable marché aux capitalistes et permettent d'accréditer le mythe de "l'Etat social".

Depuis la crise, et malgré les énormes réserves accumulées, il n'est plus question pour la classe dominante de concéder quoi que ce soit. Les seules dépenses publiques qu'elle cherche à développer sont les subsides directs et indirects aux grosses entreprises. Les exemples sont nombreux: la construction d'un nouveau Palais des expositions ainsi que celle d'un parking sous la place Cornavin, sont destinées à fournir des commandes à des secteurs fortement touchés par la crise (le bâtiment). La bourgeoisie peut compter sur le soutien des réformistes (PS et PdT) et des syndicats (la FOBB par exemple) sous prétexte que ces dépenses vont créer des emplois. Les derniers ne disent cependant pas que pour financer ces projets la bourgeoisie restreint au maximum les dépenses sociales et les revenus des travailleurs. Ils admettent qu'une partie du

**budget des Services Publics soit détournée sous forme de garantie étatique aux profits capitalistes!**

La capitulation des réformistes est totale et seules les luttes directes des travailleurs dans la période à venir pourront assurer le maintien ou la croissance des dépenses sociales.

## Organiser la riposte

Depuis la fin du mouvement de la Fonction Publique — qui a obtenu les 42 heures et les 4 semaines de vacances — la riposte du personnel à l'offensive de la bourgeoisie s'est faite de manière éclatée, secteur par secteur, limitant terriblement sa capacité de réponse aux attaques qui portent en fait sur l'ensemble des services publics.

L'activité syndicale a été largement sous-tendue par ce handicap dont l'Assemblée générale de la VPOD-Genève s'est faite l'écho le 27 avril. Un débat s'est amorcé dans la section portant sur la façon de dépasser cet éclatement. L'AG s'est opposée à la proposition de certains camarades de mettre l'accent dans la période à venir sur "la reconstruction des groupes de base" de secteur, en opposition au syndicat. Selon eux, l'élec-

tion d'un nouveau président combatif, dans la situation actuelle de démobilisation des groupes syndicaux, ne ferait que donner aux travailleurs l'illusion que cela suffit pour les défendre et prolongerait leur inactivité. Ces camarades ne comprennent pas qu'il est au contraire nécessaire de renforcer le syndicat, seule structure large permettant de centraliser la riposte du personnel. Pour cela il était nécessaire, comme l'a fait l'AG, de réélire un président représentant le courant combatif s'opposant à la collaboration de classe, et de mettre sur pied une assemblée de militants syndicaux, ayant pour but de coordonner les actions générales de la section et de favoriser les échanges entre militants des différents secteurs.

Un certain nombre d'axes de luttes ont été proposés: **contre le blocage des effectifs; contre le nouveau règlement d'application; contre la mesure scandaleuse visant à limiter les vacances des femmes bénéficiant du congé maternité; pour les 40 heures.** Il sera sans doute nécessaire d'y ajouter une revendication salariale ainsi que des revendications concernant le contenu du travail. Les "petites" économies sur

les lieux de travail, suite aux grosses restrictions de budget, ont en effet souvent rendu les conditions de travail intolérables 1).

1. 5. 1978, correspondant

## Le Centre de Liaison Politique:

Sa conception instrumentale du syndicat pousse le CLP à faire des tournants de 180° à chaque nouvelle phase de mobilisation ou de démobilisation des travailleurs. Il considère en effet les groupes de base comme la forme organisée de "l'autonomie ouvrière" face à l'hégémonie social-démocrate dans le syndicat. Ces camarades ne refusent pas de militer dans le syndicat, et même d'y occuper des postes dans ses instances, mais ils subordonnent cette activité à la construction du groupe de base. L'objectif à long terme étant celui d'attirer hors du syndicat "social-démocrate" les travailleurs avancés et de les regrouper au sein d'un "organisme de masse" assumant une fonction de "syndicat rouge" alternatif. Les conséquences de cette ligne sont bien connues: en refusant de mener la bataille pour élever le niveau de conscience de l'ensemble des travailleurs, et en laissant la majorité de ceux-ci sous l'influence des réformistes, une telle pratique divise et affaiblit la classe ouvrière. Et de toutes façons, jusqu'à présent, ces groupes de base n'ont jamais été beaucoup plus que des organisations de sympathisants du CLP.

Quand en 1975 les rapports

1) A l'hôpital par exemple, où les infirmières sont de plus en plus réduites au rôle de "pousse-aiguille", la direction se met à chronométrer les activités du personnel TA quand le travail à la chaîne?

de force entre le syndicat et les groupes de base lui ont paru suffisamment favorables pour pouvoir l'instrumentaliser à ses fins, le CLP n'a pas hésité à envoyer les militants dans les instances. Mais la retombée de la mobilisation de 1973-75 a modifié la situation. Une partie des travailleurs combattifs se sont désintéressés de la lutte. Les autres, ressentant la nécessité d'une organisation permanente pour défendre et étendre les acquis, ont continué dans le syndicat. Le CLP dut donc constater par leur propre expérience que le syndicat est le véritable organisme de masse des travailleurs et qu'il fallait travailler à l'intérieur pour en faire un syndicat de combat. Mais plus têtue que les faits, le CLP appelle aujourd'hui à désertir les instances syndicales pour reconstruire les groupes de base soi-disant "sabotés" par leurs ex-membres. Son anti-syndicalisme de principe finira bien par lui donner le vertige.

6. 5. 1978, D.

## Conférence nationale des femmes VPOD

Le 23 septembre aura lieu à Bienne la Conférence Nationale des femmes syndiquées à la VPOD. Cette conférence marque une première reconnaissance d'un travail syndical en direction des femmes du secteur public.

C'est à l'occasion de l'ouverture de la discussion autour du projet d'initiative sur la protection de la Maternité lancé par l'OFRA que certaines commissions femmes de la VPOD ont lancé la proposition de cette conférence: pour discuter de ce projet, pour coordonner et unifier le travail des commissions locales.

La conférence va s'axer très certainement sur le thème "restrictions budgétaires et conditions d'emploi dans la Fonction Publique". Elle abordera entre autres les problèmes du temps de travail, des conditions d'emploi et des salaires, des infrastructures sociales et de l'assurance maternité. Elle se terminera par une assemblée générale qui doit débattre de la place et du rôle des femmes dans le syndicat.

Mais cette conférence a pour fonction essentielle de permettre aux femmes de la VPOD de débattre et de se structurer autour d'une revendication nationale, la protection de la maternité et la création d'une assurance maternité fédérale. Les commissions syndicales féminines pourront, autour de la participation et du soutien à l'initiative, faire reconnaître et prendre en charge leur travail par l'ensemble des syndiqués et développer sur ce thème des actions sur le plan local. Une telle revendication aborde aussi toutes les discriminations dont les femmes sont les victimes sous le prétexte qu'elles font des enfants.

L'autre thème qui doit être abordé et discuté est celui de la situation des femmes dans le syndicat et du rôle qu'elles doivent pouvoir y tenir. De quel syndicat, de quelles structures syndicales avons-nous besoin pour pouvoir répondre aux multiples besoins qu'ont les travailleuses de la Fonction Publique?

La conférence est un premier pas vers la coordination et la structuration nationale des femmes dans la VPOD. Cette coordination doit continuer jusqu'au Congrès, seul habilité à décider de la création de structures permanentes. D'ici là, elle doit se maintenir en particulier si la conférence débouche sur le lancement d'une mobilisation sur une revendication nationale. Cette coordination devra aussi répercuter les décisions et discussions de la conférence dans toutes les sections. Elle devra aussi faire des propositions concrètes en ce qui concerne une structure permanente des femmes de la VPOD, les faire adopter par les sections en vue du congrès.

correspondante Genève

## BIENNE: pour la création d'un Centre d'Information Sexuelle et de Contraception

La campagne pour la libéralisation de l'avortement menée en septembre 77 a mis en évidence de nombreuses carences auxquelles se heurtent les femmes dans les domaines de la contraception, l'avortement et la sexualité en général. Très brièvement résumée, voici la situation biennoise:

- \* 8 gynécologues privés pour toutes les femmes de Bienne, mais aussi du Jura Nord et Sud où la pénurie est bien pire encore,
- \* un Planning Familial dont la pratique de l'avortement est libérale, mais qui n'assure aucune information. Il pare au plus urgent, n'ayant que quelques heures d'ouverture hebdomadaire et pas de personnel permanent,
- \* 300 avortements officiellement reconnus par an et pratiqués à l'Hôpital et à la Clinique des Tilleuls,
- \* aucun service public d'information sexuelle et contraceptive,
- \* l'éducation sexuelle interdite dans les écoles (dans le canton de Berne, l'instituteur doit obtenir l'autorisation de tous les parents pour donner dans sa classe un cours même limité à la biologie!).

Tel est le résultat d'une médecine capitaliste, essentiellement curative, assurant de substantiels profits aux gynécologues au mépris du corps et de la sexualité des femmes et des jeunes en particulier.

Dans cette situation précaire, la campagne pour la solution du délai eut un large écho parmi les jeunes et les femmes. Au lendemain des votations avec 75 o/o de votes favorables, le Comité a décidé de continuer.

Dès janvier 78, la nécessité de créer un Centre d'Information Sexuelle et de Consultation (CISC) était acquise et le lancement d'une initiative communale apparaissait le moyen le plus adéquat pour susciter un soutien large dans la population au projet et démontrer les tâches sociales de la municipalité, surtout quand elle est de gauche!

La campagne pour l'initiative démarre juste avant la votation contre les Indications Sociales et constitue une alternative à la loi fédé-

rale rétrograde et antisociale (contre laquelle le comité appelle à voter). Le comité regroupe une quarantaine de personnes, des femmes, inorganisées en majorité, et plusieurs camarades MLF, LMR, PSR (Parti socialiste romand) et dernièrement OFRA. Nous regrettons vivement que les camarades du comité référendaire mènent une campagne minimale contre les Indications Sociales sans projet au-delà du referendum et qu'ils/elles ne se soient pas encore prononcés en faveur du CISC!

Le projet, maintenant sur rail, se heurte à divers obstacles et le comité va devoir mener des batailles politiques. D'abord contre la municipalité "de gauche" dont les élus bourgeois vont brandir la menace des frais

élevés et de la concurrence avec les médecins privés, et d'autre part les membres socialistes et de l'Entente Biennoise hors parti, plutôt favorables au projet d'un CISC mais hostiles au lancement d'une initiative. "Pourquoi pas une motion pour demander une Association de droit privé" nous rétorquent-ils! Ce leur serait tellement plus facile d'accorder quelques subsides (et de les retirer en cas de restrictions budgétaires) à de "bonnes oeuvres", se défilant ainsi devant la nécessité d'infrastructures sociales au service de la majorité salariée et jeune de la population.

Enfin, le fait que le comité soit mixte et que le CISC soit ouvert aux hommes comme aux femmes apparaît rassurant et ne relevant pas trop de ces revendications féministes pour une sexualité libre! Les autorités ont utilisé démagogiquement le projet du CISC contre la demande de femmes pour un Centre Femmes. Nous devons démontrer la nécessité et lutter à la fois pour un Centre médical préventif public en matière sexuelle et contraceptive (où l'immense majorité des usagers seront bien entendu des femmes) et d'un Centre autonome pour les femmes et par les femmes, luttant contre la globalité de leur oppression.

correspondante biennoise

## Le texte de l'initiative pour un CISC

"Le Conseil municipal est chargé de créer un centre d'information sexuelle et de consultation (CISC) ouvert à la population de la région biennoise sans distinction d'âge ni de nationalité.

Ce centre aurait notamment pour tâches:

- information sexuelle et contraception
- information pré et post-natale
- contrôles gynécologiques préventifs et traite-

ments — conseils lors de demandes d'interruption de grossesse et prise en charge des démarches nécessaires.

Les services du centre seraient assurés par une équipe médicale comprenant au moins un(e) gynécologue, un(e) infirmier(e), un(e) psychologue et un(e) assistant(e) social(e).

Les usagers seraient associés à l'organisation et à la gestion du centre."

# Convention de la métallurgie Il est moins une !

suite de la page 1  
présentaient un cahier de 22 revendications. Les patrons ne cèdent pratiquement rien. On parle tout au plus d'un éventuel "compromis" sur la semaine de 43 heures (FCOM et FTMH étaient chargées de négocier les 40 heures par étapes). En outre, le patronat de la métallurgie a bien l'intention de faire passer un système d'arbitrage obligatoire qui soit encore plus apte que par le passé à empêcher toute forme de grève.

## DU COTE DE LA FTMH

Face à un résultat aussi éloquent, après huit mois de négociations "confidentielles", la direction de la FTMH se décide enfin à lâcher au compte-goutte quelques informations à l'intention de sa base. Un geste bien timide, un geste tout de même qui ne s'était pas vu depuis des décennies ! Il n'est sans doute pas sans relation avec les critiques faites par le courant du Manifeste 77 à la manière dont la direction de la FTMH négocie les conventions par-dessus la tête des métallos. Sur le fond cependant rien n'est changé car la direction de la FTMH ne propose rien d'autre que l'envoi de pétitions de soutien discrètes aux négociateurs !

## DU COTE DE LA FCOM

Du côté de la FCOM (Syndicat chrétien), l'effort d'information des syndiqués est plus conséquent. Dans un numéro spécial consacré au renouvellement de la convention, la FCOM informe par exemple sur la négociation séparée qu'elle mène avec l'ASM. Ainsi, la FCOM informe les travailleurs qu'elle a dû opérer "un recul momentané" au sujet

de la question de la paix relative du travail. Au sujet des 7 thèmes de revendications de la FCOM, les résultats sont aussi nuls que du côté de la FTMH. A travers le compte-rendu de la FCOM, on peut avoir une image plus précise de ce que le patronat de l'ASM a sans doute également refusé à la délégation de la FTMH : refus d'intégrer les employés et les apprentis dans la convention ("l'imimixtion professionnelle serait absolument indésirable"); "levée de boucliers patronale" à l'occasion de la revendication de la réduction de la durée hebdomadaire du travail; refus d'entrer en matière sur les questions salariales et l'égalité des salaires hommes-femmes.

"Il faut que la mobilisation s'intensifie", annonce la FCOM, mais néanmoins sans proposer un plan de mesures de luttes concrètes; si bien que cet appel correct risque bien de rester du vent. Fait positif toutefois, la FCOM publie une lettre qu'elle a envoyée à la FTMH en vue de "coordonner" les deux délégations

"sur certains points importants des négociations". Mais l'initiative est bien tardive !

Jusqu'ici, ce n'est qu'à Genève qu'une action commune des deux syndicats FTMH et FCOM paraît envisageable. Le 17 mai s'est tenue une assemblée de plusieurs centaines de métallos (photo), qui a adopté une résolution qui, sans proposer un calendrier précis de lutte, en annonce tout de

même la nécessité (voir la résolution ci-contre). A Lausanne, samedi 20 mai, l'assemblée des délégués de la section FTMH a débattu de la nécessité de refuser de signer la convention dans des conditions aussi désastreuses, mais sans parvenir non plus à établir un calendrier de mesures de luttes précises.

23. 5. 78  
correspondant métallurgie

## Résolution des métallos genevois

« (...) Les travailleurs ont pris connaissance de l'état des négociations pour le renouvellement de la Convention nationale de la métallurgie. Ils estiment que les concessions patronales actuelles sont beaucoup trop insuffisantes pour qu'un accord puisse être trouvé. A ce sujet ils mettent en garde le patronat contre le blocage des revendications matérielles et sociales qui ne peuvent plus être différées, comme la semaine de 40 heures et l'amélioration des vacances, vu le prix élevé que les travailleurs ont eu à payer durant ces trois années de crise. (...)

Les travailleurs de la métallurgie genevoise demandent à leurs organisations syndicales de maintenir intégralement toutes les revendications mais spécialement la semaine de 40 heures, l'allongement des vacances, le champ d'application étendu aux employés et aux apprentis, les droits syndicaux, une meilleure protection contre le licenciement.

Si le patronat devait rester sur ses positions les travailleurs demandent à leurs organisations syndicales de mettre en oeuvre tous les moyens dont elles disposent pour mobiliser les travailleurs et faire ainsi fléchir l'intransigeance de l'ASM au besoin par le moyen de la grève.

Les travailleurs de la métallurgie genevoise présents lancent un appel à tous les travailleurs de la métallurgie suisse pour qu'ils montrent à travers des assemblées, des réunions, et tous les moyens d'information, leur volonté de faire aboutir leurs justes revendications. »



L'assemblée des métallos le 17 mai au Lignon

## Technicair

# L'occupation continue !

Il y a bientôt un mois, le 28 avril, a commencé l'occupation de l'usine genevoise de l'entreprise TECHNICAIR par les travailleurs, c'est-à-dire environ 190 personnes.

Il semble qu'un certain nombre d'ouvriers et d'employés ont déjà accepté du travail offert par d'autres employeurs; ces emplois proposés sont souvent provisoires et à des conditions salariales et de travail inférieures. La résolution de la majorité des ouvriers et des employés à continuer l'occupation ne s'est pas atténuée cependant.

On a même constaté une nette clarification des revendications avancées par les occupants. Au départ, les grévistes semblaient passablement pris de court et demandaient à la fois le reclassement de tous les travailleurs (ce qui impliquait le

démantèlement de l'entreprise) et le maintien en tout cas partiel de l'usine. Les deux exigences étaient en fait contradictoires. Désormais, la position de la Commission de crise, qui représente les occupants, a nettement changé : l'accent est mis sur le maintien de l'entreprise de manière prioritaire. Il s'en est suivi deux conséquences : 1) le Conseil d'Etat a accepté d'examiner d'abord toutes les solutions possibles pour le maintien de l'entreprise et de suspendre ses démarches en vue du reclassement des travailleurs; 2) l'assemblée des occupants a décidé de ne plus afficher dans l'usine les offres d'emploi faites par d'autres entrepreneurs.

Il ne fait d'ailleurs aucun doute que la revendication du maintien de l'entreprise fait l'unanimité maintenant de la totalité de la gauche

syndicale et politique. Même la direction de la FTMH semble s'être laissée convaincre par le PS et le PdT à ce sujet... Seul le GAS (Groupe d'action syndicale) se tait sur ce problème pourtant fondamental, pour se concentrer, avec une obsession quasiment pathologique, sur un procès dirigé contre la direction de la FTMH, qui se préparerait à détourner l'argent récolté dans les collectes de solidarité en faveur des grévistes...

Ce qu'il faut surtout rapprocher à la direction de la FTMH-Genève, c'est son manque d'initiative sur l'ensemble de la métallurgie : la faillite de TECHNICAIR ne fait que précéder de futures tentatives de liquidation d'autres entreprises. La seule riposte efficace des ouvriers et employés de la métallurgie consisterait dans une action immédiate et ré-

solue pour le maintien des emplois grâce à une réduction du temps de travail à 40 heures par semaine. Une telle action n'a nullement été décidée lors de l'assemblée générale des travailleurs de la métallurgie le 17 mai. Cette assemblée, convoquée par la FTMH et la FCOM, s'est en effet abstenue de toute riposte concrète et immédiate, en dépit de la crise ouverte par la faillite de TECHNICAIR et s'est bornée à une menace de grève future dans le cadre de la négociation du contrat collectif.

Le samedi 20 mai, à Vernier, a eu lieu une fête de soutien, très fréquentée, en faveur des travailleurs de TECHNICAIR. Une manifestation de solidarité, dans la rue, est en préparation.

correspondant Genève

# CONGRES DU POCH Le compromis historique à la sauce helvétique

A Pentecôte le POCH (Progressive Organisation der Schweiz - Organisation progressiste de Suisse) a tenu son premier "congrès de parti" à Zurich, un congrès qui a été l'occasion d'un grand show ("embrassades" sur la tribune et longues ovations pour les délégations étrangères), un congrès en partie public et ouvert à la presse écrite et parlée.

Les objectifs d'une telle mise en scène étaient sans aucun doute les suivants :  
\* D'abord montrer les "forts appuis extérieurs" dont jouit ce parti. Il a reçu de nombreux messages et salutations, depuis l'organisation argentine PRT-ERP jusqu'aux représentants du FLN algérien. Le POCH veut par là faire la preuve de sa position internationale solide face au Parti du Travail (PdT), dans une perspective de fusion entre les deux partis. Car le PdT reste - et le ballet des voitures du corps diplomatique des pays de l'Est qui ont déversé, à son dernier congrès, des officiels le montre - le parti "reconnu" par le mouvement communiste international, les PC et Moscou.

\* Ensuite poursuivre, plus loin encore, par la discussion sur son programme, une ouverture politique en direction "des nouvelles couches et classes sociales". Ainsi le programme du POCH "Pour un renouvellement démocratique de la Suisse" ne s'adresse ni au mouvement ouvrier ni aux salariés, mais justement aux "classes et couches anti-monopolistiques", à "tous les partis et organisations dont la base est formée par ces couches non-monopolistiques" - cela signifie de manière claire et sans aucune retenue, aux partis comme le PDC, les radicaux et l'UDC. Cette stratégie est expressément et nommément explicitée dans ce programme. Il coule alors de source pour le POCH, que l'on ne va pas perdre un mot dans un tel programme sur le "but socialiste" et qu'on laisse tomber, à l'image des grands frères étrangers, l'étiquette "marxiste-léniniste" !

\* Enfin, à grands renforts de publicité, décider définitivement du lancement de l'initiative pour les 4 semaines de vacances. La direction du POCH, en présentant un tel projet, s'est fondée uniquement sur une perspective tacticienne de construction du parti. On ne trouve pas l'ombre d'un argument sur l'importance objective d'une telle revendication pour l'ensemble de la classe ouvrière. Cette argumentation aurait impliqué une procédure de lancement de l'initiative la plus unitaire possible pour atteindre une efficacité maximum. Au contraire pour le POCH, cette initiative a essentiellement comme objectif de cristalliser le pôle anti-monopolistique PdT/PSA/POCH, de le renforcer, en d'autres termes de "structurer" ainsi la fusion avec le PdT.

Il s'agissait également de "mettre à genou" le PSS en le coiffant au poteau. Mais toute cette opération a échoué piteusement, un échec dont le POCH porte lui-même la plus grande responsabilité : au lieu d'avancer dès le début en commun - avec toutes les organisations à gauche du parti socialiste - dans le but de lancer, avec toutes les forces du mouvement ouvrier qui sont d'accord, cette initiative, il a préféré faire une opération de construction en direction du PdT. Le PSS a pu alors très facilement dénoncer cette manœuvre et amener le PdT à soutenir l'initiative qu'il lançait lui-même. La politique du PSS fut aussi facilitée par l'annonce, en dernière minute, juste avant le congrès du POCH, que l'USS se déclarait prête à lancer en commun avec le PSS l'initiative. Le POCH, dans sa démarche, a fait preuve d'une très grande myopie politique. Il a gâché de réelles possibilités qui existaient pour une large unité d'action dans le mouvement ouvrier sur cette question. Ce n'était évidemment pas son but, une année avant les élections au Conseil National... Au congrès du POCH même une discussion très serrée a eu lieu sur un amendement minoritaire qui proposait de renoncer au lancement de l'initiative prévue et d'appuyer celle lancée en commun par l'USS et le PSS et soutenue par le PdT. Malheureusement, dans ce débat, aucun des intervenants n'a souligné la nécessité d'une unité d'action de l'ensemble du mouvement ouvrier sur une question aussi importante syndicalement et politiquement. Cet amendement minoritaire était d'ailleurs fondé principalement sur la peur de voir le POCH isolé dans cette affaire. Cet amendement ne fut soutenu au vote que par trois délégués après avoir été qualifié de véritable "capitulation" devant le PSS.

Le représentant de la LMR, invité au congrès, a souligné dans son intervention la nécessité d'une unité d'action qui inclue toutes les forces du mouvement ouvrier pour défendre de manière efficace les intérêts immédiats des salariés. Il a également souligné qu'une forme ou une autre de la politique de collaboration de classe - celle pratiquée aujourd'hui par le PSS à tous les niveaux de l'appareil d'Etat ou celle que se proposeraient de pratiquer le POCH et le PdT s'ils en avaient les moyens - ne peut qu'aller à l'encontre des intérêts des travailleurs.



Le XIe Congrès du PST s'est tenu à Pentecôte. Il n'a rien modifié d'essentiel à la stratégie réformatrice du parti. Même la modification de position sur l'énergie nucléaire s'intègre dans ce cadre. Il n'a guère été question de déterminer comment sortir la classe ouvrière de l'impasse dans laquelle l'ont engagée les défenseurs de la paix du travail. Rien d'étonnant à cela : le PST (comme son confrère le

PCI) se veut un prétendant sérieux à la gestion de l'Etat bourgeois, censé pouvoir être mis "au service des travailleurs", pour "contrôler" le pouvoir et les activités des monopoles. En revanche, il a consacré tous ses efforts à "renforcer le parti", c'est à dire à tenter de rendre plus crédible son projet de créer un nouveau courant réformatrice, qui propose de nouveaux remèdes au capitalisme malade, à côté de la social-démocratie.

#### UN RAPPEL INSTRUCTIF

Derrière la façade de son "ouverture démocratique", ce Congrès a en effet réaffirmé à l'unanimité les principes essentiels de la politique réformatrice du PST : coexistence pacifique avec l'impérialisme, défense de l'Etat bourgeois (avec un coup de chapeau au PCI), rassemblement populaire.

Le rapport de Magnin (V.O., 16 mai 78) est très révélateur à cet égard. Rappelant que le PST a toujours opté pour la "voie nationale au socialisme", il fait référence à l'exclusion, en 1952, de la "fraction nicoliste" 1) qui aurait nié les "particularités nationales" et il ajoute : "la clarté des positions du PST dans leur principe et le fait que, par exemple, le concept de dictature du prolétariat n'a jamais figuré dans les statuts et les programmes du PST — ce qui confirme que nous avons toujours essayé de tenir compte des réalités nationales — expliquent que les problèmes posés par ce qu'on appelle l'eurocommunisme n'ont guère été évoqués dans la discussion".

Ce rappel ne tombe pas du ciel. Léon Nicole, partisan inconditionnel de la bureaucratie stalinienne, préconisait dans les années de guerre froide une politique "classe contre classe" pour la défense de l'URSS, impliquant en particulier une dénonciation catégorique de la neutralité suisse favorable à l'impérialisme. Tout en couvrant les crimes de la bureaucratie 2) et en acceptant la défense de l'URSS, la "fraction Vincent" s'opposait à ce tournant sectaire pour orienter le parti vers une politique nationaliste de défense de la neutralité suisse "bien comprise" (lisez : qui n'isole pas trop le parti — tout en soutenant l'URSS). Aux manœuvres impérialistes de la guerre froide, il répondait par exemple (VO, 30 déc. 1952) : "Lier le sort du pays à celui de l'impérialisme, cela signifie, dans toute l'acception du terme, en faire un pays satellite (...). Notre Parti du Travail est le seul... à combattre résolument la politique d'alignement, d'intégration et d'adaptation" comme on disait en juin 1940. Nous sommes pour l'instant encore les seuls à mener cette lutte patriotique pour l'indépendance nationale" ...!!

Pourquoi la direction du PST rappelle-t-elle cette histoire ? Pour une grande partie des nouveaux militants, spécialement ceux qui s'illusionnent sur le caractère anticapitaliste du parti, c'est un rappel à l'ordre : "notre orientation n'est pas la lutte de classe mais le "renouveau progressiste" de la Suisse, dans le respect de la démocratie bourgeoise", dit en substance Magnin ! Et pour bien faire comprendre le sens réel de ce Congrès, il souligne qu'en somme le PST n'a pas à faire de "tournant eurocommuniste" vers la réalité nationale parce qu'il l'a fait depuis longtemps. Il ne s'agit que de confirmer ce vieux projet du parti, de le rendre plus crédible par "l'ouverture démocratique" du PST. Et il est vrai — comme nous l'avons déjà montré dans la première partie de ce dossier — que le PST a suivi depuis sa fondation un processus d'adaptation de type social-démocrate... avec une certaine avance sur le PCF ou le PCI !

#### LA CONCURRENCE AVEC LE PS

Mais pourquoi ce projet n'a-t-il pas gagné en crédibilité ? Sur ce terrain de la "réalité nationale", le PST a un concurrent de taille : la social-démocratie qui, elle, n'est pas "hypothéquée" par la référence à la bureaucratie soviétique ! En ce sens, l'eurocommunisme arrange le PST car il lui permet (pense-t-il) de revaloriser son propre projet. Le soutien au PCI — défenseur de l'ordre bourgeois et de l'austérité ! — s'inscrit dans ce cadre.

Nous reviendrons plus loin sur les limites de "l'eurocommunisme" du PST mais il est d'ores et déjà évident que ce n'est pas la crainte de s'intégrer à la "démocratie suisse" qui l'arrête ! Le problème est bien davantage que le PSS occupe déjà la place que convoite le PST, celle de l'organisation suffisamment "représentative des travailleurs" pour collaborer avec la bourgeoisie. Ce qui explique la politique sans cesse ambivalente du PST à son égard : à la fois allié privilégié (pour le "rassemblement populaire") et principal concurrent ! Le parti a pour cela une formule consacrée, reprise par Magnin : "C'est tout naturellement que l'unité d'action avec les organisations du PSS et de l'USS et les forces qu'elles représentent prend une importance primordiale. Mais cette unité d'action se heurte à la politique de collaboration de classe du PSS et de l'USS et à leur anti-communisme, politique que nous devons dénoncer chaque fois que cela est nécessaire."

Bien entendu, la "collaboration de classe" dont parle Magnin, ce n'est que la collaboration avec la bourgeoisie poussée par le PSS et l'USS à sa forme extrême de gestion capitaliste de l'Etat, qui a amené ces deux organisations à soutenir par exemple la TVA. Quant à l'"unité d'action" avec le PSS et l'USS que le PST appelle de ses vœux, c'est une "union de la gauche" sur un terrain essentiellement électoral. Le problème quasi insoluble qui se pose dans la

période actuelle au PST est alors le suivant : le PSS est si profondément ancré dans l'appareil de l'Etat, les intérêts des couches dirigeantes du PSS et de l'USS sont si profondément déterminés par les postes et les positions que leurs membres occupent, soit dans l'Etat, soit dans la gestion de l'économie capitaliste, soit dans leur rôle d'entremetteur (la bureaucratie syndicale) entre les capitalistes et les travailleurs, qu'ils ne peuvent guère prendre leurs distances à l'égard de la bourgeoisie sans remettre en cause leurs positions matérielles. D'autre part, le faible niveau d'activités revendicatives des travailleurs, et plus encore, le faible niveau de politisation de la classe ouvrière en Suisse n'introduisent que de lentes modifications des rapports entre la "base" et les sommets de ces organisations, entre les "électeurs" et les états-majors. Le PSS et l'USS ne se sentent pas encore sous la menace de perdre aux yeux de la bourgeoisie leur capacité de "représenter" la majorité des "couches populaires", ni à fortiori leur contrôle politique sur les salariés. Seule cette modification décisive de la situation politique, qui se traduirait par un net déclin électoral du PSS au profit d'autres courants pourrait amener le PSS et l'USS à opter pour la solution que le PS de François Mitterrand a déjà mis en oeuvre durant les années 72 à 77 en France : "union de la gauche" avec le Parti Communiste sur un programme qui ne remet pas en cause le système capitaliste, l'économie de marché, et à ce titre reste entièrement un programme de collaboration de classe, mais apparaît comme un projet de relance de la consommation "populaire" différent de la gestion de l'austérité capitaliste pratiquée par les gouvernements à participation socialiste en Grande-Bretagne, RFA, Portugal ou à un moindre titre, en Suisse.

Si le PSS se révèle disposé ponctuellement à adopter des mots d'ordre de vote plus proches des intérêts des salariés, à teinter localement sa propagande électorale de revendications empruntées au PST ou même à l'extrême-gauche, c'est uniquement dans le but de conserver ou de rétablir son label du "Parti le plus populaire", "seul représentant des travailleurs" — et cela lui réussit en partie, comme le prouvent certains de ses résultats électoraux ces dernières années. Mais son orientation fondamentale ne dévie pas. Qui plus est, ces "dosages" savants, dans la mesure où ils se révèlent "payants" électoralement et du point de vue du recrutement (membres du parti ou des syndicats), repoussent l'échéance au cours de laquelle, pour ne pas perdre son "poids" vis-à-vis du partenaire bourgeois, le PSS et l'USS se verraient obligés d'opter pour une "union de la gauche". C'est pourquoi le PST est condamné à une oscillation permanente face au PSS et à l'USS. Il pratique comme lui la "longue marche à travers les institutions" — mais pratiquement au niveau des quelques administrations communales seulement — alors que le PSS est systématiquement ancré dans l'Etat au niveau communal, cantonal et de la Confédération, ce qui lui donne plusieurs longueurs d'avance. Le PST propose donc fondamentalement la même stratégie que le PSS et l'USS (celle-ci est également fortement intégrée à certains secteurs de l'Etat — les services publics, transports et PTT notamment), mais avec infiniment moins de crédibilité au départ. Chaque fois que le PST obtient des "unités" ponctuelles avec le PSS, il améliore l'image de marque "populaire" de ce dernier, et loin de parvenir à "attirer" le PSS dans un "Rassemblement Populaire" continu et durable, le PST voit le PSS empiéter sur son propre terrain, tout en conservant sa capacité de reprendre son "indépendance" vis-à-vis du PST, c'est-à-dire sa collaboration étroite avec la bourgeoisie. D'où les réactions sectaires qui ponctuent régulièrement les relations du PST vis-à-vis du PSS. Un véritable travail de Sisyphe !

Pour sortir d'un tel cercle vicieux, il n'y a pas 36 solutions. Il faut partir de la situation actuelle (les conséquences durables de la crise pour les travailleurs) et de la réalité sociale en Suisse aujourd'hui, où l'écrasante majorité de la population est bel et bien formée de salariés — alors que les "couches anti-monopolistiques" de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie ne représentent socialement que des quantités négligeables. C'est en défendant les intérêts de cette majorité salariée, en avançant un programme de revendications de classe qu'on peut attirer de plus en plus de militants syndicaux hors des voies de la collaboration de classe, vers la rupture de la paix du travail. Quand le PST parle d'"unité d'action" avec le PSS et l'USS, il propose tout autre chose : promouvoir une "union de la gauche" parlementaire et gouvernementale qui permettrait de mieux défendre les salariés tout en respectant le fonctionnement du capitalisme et en s'alliant aux partis bourgeois (dits "antimonopolistes"). Ainsi, le PST veut faire croire qu'on peut combattre la "collaboration de classe" de la social-démocratie en proposant une même politique de collaboration de classe où les organisations ouvrières, en unissant leurs forces sur un programme minimum "ouvert" aux préoccupations de la

## XIe Congrès du «Eurocoi depuis

petite-bourgeoisie, pourraient "contrôler" l'Etat et les monopoles", les obliger à "relancer les investissements et la consommation".

Pour promouvoir une réelle politique d'unité d'action qui engage le mouvement ouvrier revendicatif sur une voie indépendante de la bourgeoisie, en rupture avec le "respect" des lois du marché capitaliste, la faiblesse de l'organisation politique et des courants syndicaux porteurs de ce projet n'est point un handicap insurmontable au départ. Par contre, pour imposer au Parti Socialiste un tournant vers l'"union de la gauche" anti-monopolistique" la faiblesse du PST constitue un handicap quasi insurmontable.

#### QUI TROP EMBRASSE MAL ETREINT

Le PST est pris au piège du réformatisme. Il tente d'en sortir en pratiquant — thème officiel du XIème Congrès — l'"ouverture". Comme s'il n'avait pas déjà "ouvert" son programme dès sa fondation aux "petits et moyens commerçants et industriels" menacés d'absorption par les monopoles ! Comme si le PST n'avait pas déjà effacé au maximum toute image de parti de classe pour devenir celui du "rassemblement". Au Congrès genevois du PdT, Vincent l'expliquait clairement : "Nous voulons faire appel aux plus larges masses populaires pour défendre et même reconquérir toutes nos libertés dans la démocratie" (VO, 10 avril 78). La nomination de Crettenand à la direction genevoise devait illustrer ce "rassemblement" dans le parti 4). Au Congrès National, Magnin a fixé pour objectif de devenir "un parti démocratique toujours plus attentif aux aspirations de notre peuple", en somme un parti d'union populaire et nullement un parti de classe. Il reconnaissait la faible implantation ouvrière et syndicale du PST, mais le Congrès n'en a pas touché mot, encore moins des tâches d'une opposition syndicale de classe posées par le "Manifeste 77".

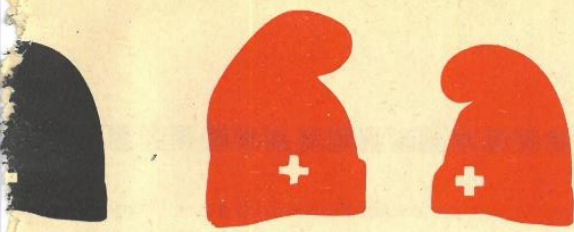
En revanche, il s'est "ouvert" aux préoccupations des femmes, des intellectuels, des anti-nucléaires... Les résolutions adoptées à ce sujet ne soulignent à aucun moment la nécessité d'intégrer leur combat à la lutte anticapitaliste mais se soucient de répondre aux "préoccupations" de ces... "catégories populaires". Ainsi, après s'être décidé à combattre les centrales nucléaires, le PST ne dit mot de la nécessité pour le mouvement ouvrier (et particulièrement les syndicats) de prendre en charge ce combat mais souhaite que "l'approbation des citoyens" soit respectée et que des échanges s'entament entre le parti et les mouvements écologistes ou anti-atomiques hors parti.

Cette accentuation du "parti de l'union" va de pair avec une affirmation encore plus systématique du respect de la démocratie bourgeoise. Ce point est évidemment décisif pour pouvoir postuler, à côté du PS, des strapontins gouvernementaux ! Dafflon vient d'en donner une confirmation criante de servilité. Dans la VO du 13 mai, il saluait les délégués du PST à Genève en municipal fier de sa "cité" 5) et 4 jours plus tard, malgré tous ces signes de respect, les partis bourgeois refusent de l'élire maire de la ville ! La VO (17 mai) proteste en ces termes : "Quelle caricature offre-t-on à notre jeunesse de notre système démocratique ! (...) En fait, notre parti pourrait donner des deçons de démocratie à quiconque. Pour lui, le pluralisme et le principe du turnus seront sacrés". Sacrée, la démocratie représentative bourgeoise ! Ceux qui pensaient voir le PST renouer avec le "dépérissement de l'Etat et l'autogestion" en auront pour leur compte...

#### UN "POLE REVOLUTIONNAIRE" NATIONAL ?

On a vu que pour le PST, l'acquisition d'une crédibilité politique à côté du Parti socialiste devient d'autant plus urgente au moment où le PS se montre capable de faire une démagogie de gauche ou d'utiliser assez habilement les courants "gauche" actifs dans divers milieux sociaux pour se faire une image attirante. Il en va de même bien sûr pour le POCH en Suisse allemande et dans une certaine mesure le PSA au Tessin.

Face à ce problème, le PST commence lui aussi à envisager la constitution de ce qu'il appelle (abusivement) un "pôle révolutionnaire" national avec le POCH et le PSA (avec lequel il a été contraint de former sa fraction au



Suisse du Travail

# «nunistes» aujourd'hui ?

Conseil national). Même s'il existe entre le POCH et le PST des références stratégiques, non sans quelques sérieux désaccords<sup>6)</sup>, la base réelle de l'entente envisagée — mais pas encore aboutie — entre le POCH/PSA/PST réside avant tout dans le projet de surmonter leur manque de crédibilité respectif envers la social-démocratie. Fondant chacun leur politique sur un programme de collaboration de classe, baptisé diversement, ils ne sont parvenus jusqu'ici à réaliser une unification de leur action que sur le terrain du renforcement immédiat de leurs propres organisations autour de revendications semblables si ce n'est identiques (voir les 4 semaines de vacances) à celles autour desquelles la social-démocratie peut se profiler comme une organisation reflétant les "aspirations populaires" (sans pour autant avancer des solutions qui pourraient risquer de remettre en cause la collaboration avec le patronat et la participation gouvernementale). Etre plus actif, plus rapide que le PS sur son propre terrain, telle est la préoccupation qui réunit le POCH, le PST et le PSA. En comparaison avec le POCH, la direction du PST a fait l'expérience des divisions catastrophiques entraînées au début des années 30 par la théorie qui traitait le PS de "social-fasciste" et de l'isolement durant la "guerre froide", et se montre cependant plus prudente : elle a finalement refusé de s'associer au lancement séparé de l'initiative des 4 semaines de vacances avec le POCH, du moment que le PSS et l'USS s'en étaient attribués publiquement la paternité. A cet égard, Jean Vincent (VO du 9 mai 78) a déclaré que l'heure était au "lancement d'actions communes" mais qu'il se méfiait de la "politique-fiction" d'une fusion trop rapide des trois organisations.

La conception des "actions communes" du trio POCH-PSA-PST présente de sérieux dangers. L'expérience de ces dernières années (des retraites populaires du PST à la retraite à 58/60 ans du POCH) a amplement démontré que ces organisations tentent de s'approprier des revendications immédiates, ressenties comme des problèmes importants par un grand nombre de travailleurs, mais que ces "actions communes" n'ont pas pour but primordial d'encourager la propagation de telle ou telle revendication immédiate parmi la classe ouvrière et d'encourager la lutte dans les syndicats et les entreprises pour les conquérir — auquel cas il serait d'une impérieuse nécessité d'appeler le PSS et l'USS à se joindre dès le départ à l'"action commune" — mais bien de "profiler" notre trio POCH-PSA-PST en opposition au Parti socialiste. Cette conception contient le danger d'un affaiblissement du mouvement ouvrier, par l'accentuation des divisions entre d'une part un pôle qui se proclame tantôt "révolutionnaire", tantôt anti-concertation sociale (antisozialpartnerisch) et d'autre part les travailleurs (la majorité malgré tout !) qui accordent encore généralement confiance à la social-démocratie (PSS et USS). Ceci en pleine période où les travailleurs cherchent confusément les voies unitaires qui permettraient de surmonter le peu de confiance de la classe ouvrière en ses propres forces, et où ces préoccupations commencent à se faire jour dans le PSS et plusieurs fédérations syndicales (VPOD, FST, FOBB, FTMH, FTCP...) !

## L'HERITAGE STALINNIEN

Nous avons jusqu'ici insisté sur l'approfondissement de la "social-démocratisation" du PST, qui a été au cœur de ce Congrès parce que c'est sa principale réponse pour concurrencer la social-démocratie majoritaire. Mais il ne peut l'accomplir définitivement sans perdre son identité... et retourner dans le giron du PS. La presse bourgeoise, qui suit avec attention ce processus, n'en demanderait pas mieux ! En réponse, Vincent rappelle, depuis des mois, l'attachement ancien du parti à la "démocratie suisse", son indépendance d'action envers la "main de Moscou"<sup>9)</sup>. Ces mises au point ont un double but : d'une part, la bourgeoisie teste les garanties qu'offre le PST de respecter le "jeu démocratique" et Vincent s'empresse de les donner toutes ! D'autre part, il s'agit de désavouer les craintes des travailleurs en Suisse à l'égard des méthodes de répression stalinienne dans les pays de l'Est; mais le PST le fait en assurant son respect pour la démocratie et les lois bourgeoises et non pas pour la démocratie ouvrière qui devrait régner à l'intérieur du mouvement — et pour cause : il ne la respecte toujours pas dans ses propres rangs !

En fait, le PST ne peut se débarrasser de son héritage stalinien sans perdre son identité propre et ce Congrès l'a

# INFLATION DES SALAIRES

PARTI DU TRAVAIL



# NON AUX FERMETURES D'ENTREPRISES NON AUX LICENCIEMENTS

PARTI DU TRAVAIL

Interfoto

confirmé. Depuis 1956, il est devenu coutumier de caractériser le stalinisme par les méthodes dictatoriales de Staline, sa "main-mise" sur les PC; cette "critique du stalinisme" est celle que la bureaucratie en a donné pour cacher l'essentiel : le fait que le stalinisme est un phénomène politico-social qui a des racines matérielles : l'expropriation du pouvoir politique par la caste bureaucratique, l'existence d'un pouvoir d'Etat qui n'a rien de "socialiste" mais subordonne sa politique intérieure et internationale aux intérêts particuliers de cette bureaucratie contre les besoins des masses soviétiques comme des travailleurs dans le reste du monde. Le stalinisme ne se résume pas aux "erreurs de gestion" et aux "directives absurdes de Moscou", comme voudrait le faire croire Jean Vincent ! Il implique au fond le remplacement de critères de classe (les intérêts des travailleurs et du socialisme où que ce soit dans le monde) par ceux du "rapport de forces international entre camps opposés" et des alliances interclassistes nationales qui en découlent. L'adaptation des PC à leur bourgeoisie nationale n'est pas contraire à ce principe, elle en est le produit direct : pour "renforcer le camp socialiste", c'est-à-dire ne pas troubler le régime bureaucratique, tous les PC ont abandonné, depuis des décennies, la perspective d'une révolution socialiste dans leur propre pays comme sur le plan international (sabotage de la grève générale en mai 68, défense de la "paix au Vietnam" et non de la victoire contre l'impérialisme) et ont orienté leur politique vers la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme, la formation de gouvernements nationaux dits "antimonopolistiques" qui soient "plus favorables aux pays du camp socialiste". En un mot, l'héritage du stalinisme implique la conception suivante : la classe ouvrière ne peut pas conquérir le socialisme; celui-ci ne pourra venir que du "rapport de forces international" créé par l'URSS et, partant, des alliances diplomatiques et gouvernementales qui en découlent.

Les résolutions du XIème Congrès du PST sont profondément imprégnées de cette conception : "Cette rapide transformation du monde est le résultat des nouveaux rapports de forces qui se sont établis en faveur de la paix, de l'indépendance, de la démocratie et du socialisme, cela grâce à l'existence et à la politique des pays socialistes, aux luttes des mouvements de libération, des forces démocratiques et révolutionnaires", répétait Magnin (VO, 16 mai). On apprend ainsi que la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique (exemple récent en Erythrée !), enjoignant systématiquement les peuples opprimés à s'allier derrière leurs bourgeoisies nationales, jouerait un rôle actif pour secouer le joug de l'impérialisme... ! La résolution sur "la paix, la sécurité, le désarmement" — qui devait répondre aux soucis de certains militants<sup>10)</sup> — les évacue de la plus belle manière pour réaffirmer les principes du désarmement de Brejnev (félicité pour son pacifisme par Vincent dans la VO du 13 mai !). La délégation de l'URSS — dont le régime était en train d'enfermer Youri Orlov — a dû être satisfait !

Comme elle doit se réjouir, avec le PST, du "plus grand réalisme politique" de l'impérialisme suisse qui "reconnaît enfin certains Etats socialistes" (merci Graber...), là où il s'agit simplement, pour certains trusts suisses, de trouver des marchés de substitution vu la crise économique !

En fait — et c'est bien là le pire dans le pays qui exporte le plus de capitaux au monde — le PST véhicule toutes les illusions petites-bourgeoises et pacifistes sur la nature de l'impérialisme suisse. On apprend ainsi que Nestlé, Hoffmann, Aluisse ou Bührle — qui se sont toujours couverts du paravent de la "neutralité" pour laisser d'autres faire les sales-besognes militaires et courir de leur côté après tous les marchés intéressants — sont "parfois" (!!) complices de dictatures militaires mais que le gouvernement suisse qui les protège pourrait jouer "un rôle neutre actif" à l'ONU pour plus de justice dans le "nouvel ordre démocratique"... du pillage international ! Comment s'étonner, après cela, que le PST soit absent ou au mieux à la traîne de toutes les initiatives anti-impérialistes; plus encore (comme l'a confirmé son congrès genevois) qu'il place la défense de notre "Suisse démocratique" au-dessus des droits politiques et civiques des travailleurs immigrés ?

## LES LIBERTES DANS LES PAYS DE L'EST

Le PST ne maintient pas toutes ces références aux "pays

socialistes" et à la "coexistence pacifique" par attachement vieillot et sentimental à la révolution d'octobre ! D'abord parce qu'elles sont en contradiction flagrante avec cette dernière, ensuite et surtout parce que c'est le seul point sur lequel il se différencie encore de la social-démocratie. Notons d'ailleurs que tous les PC "eurocommunistes" s'y réfèrent encore, plus ou moins ouvertement, pour la même raison et que cette orientation n'entre pas en contradiction avec leur "politique nationale" (sauf de cas en cas).

La seule "épine" que le débat sur "l'eurocommunisme" ait plantée dans ce système de références est l'attitude envers les droits démocratiques dans les pays dits "socialistes". Sur ce plan, le PST ne s'aventure guère ! Il se contente de formules vagues sur l'extension nécessaire de libertés et les spécificités de chaque pays, comme le dit sa résolution du 27 février 1977 sur la "Démocratie et les libertés"<sup>11)</sup>.

L'opportunisme grossier de cette position ressort d'une toute petite formule que, semble-t-il, ce XIème Congrès a "consacrée" : le PST dénonce chaque fois qu'il le juge nécessaire les atteintes aux droits démocratiques, y compris dans les pays dits "socialistes" ! Pour les révolutionnaires, la défense des droits démocratiques est une question de principe où que ce soit dans le monde parce qu'en réprimant ces droits on réprime l'activité et l'organisation des salariés. Le PST, lui, juge "selon les cas" et on sait ce que cela veut dire : chaque fois que cela pourrait embarrasser son image de parti "démocratique" respectueux de la démocratie bourgeoise et de ses institutions. Dans tout cela, le sort des travailleurs soviétiques, tchécoslovaques ou polonais est laissé... à leurs "spécificités nationales" !

## "FAIRE EVOLUER LE PARTI" ?

Sur toutes les questions stratégiques centrales, le PST n'a donc pas changé et nous avons souligné, tout au long de ce dossier, pourquoi il ne changera pas. Néanmoins, pour certains, le petit espace laissé au "débat", les modifications mineures de position comme sur l'énergie nucléaire laissent croire qu'on pourrait "faire évoluer le parti". Dans le cadre de sa stratégie réformiste, sans doute ! Les militants "critiques" dans le PST sont tout simplement en train de découvrir ce que les courants "critiques" ont découvert depuis longtemps dans le PS : qu'en y mettant les formes et le temps, on pouvait corriger des positions mineures du parti sans toucher à l'essentiel... Pendant ce temps, la direction du parti tente d'utiliser ces apparences de débat et d'"ouverture" pour attirer de nouvelles couches d'électeurs, toujours selon la vieille optique électoraliste.

A plus forte raison s'avère indispensable la construction d'une organisation révolutionnaire capable de développer l'ensemble de son programme, de fournir une alternative internationaliste et révolutionnaire (y compris pour la révolution politique dans les pays dits "socialistes"), capable aussi, à l'encontre de la tendance dominante à chercher des formules de collaboration de classe, de promouvoir une politique d'unité d'action des travailleurs indépendamment de la bourgeoisie.

- m.t./f.y.
- 1) du nom de Léon Nicole, porte-parole du courant stalinien le plus inconditionnel (cf son soutien au pacte germano-soviétique !).
  - 2) la même année 1952, le PST appuie le procès Slansky-London (London était un ami personnel de Vincent en 47/49. En 1952, Vincent s'est tu, avouant plus tard qu'il ne "comprendait pas mais ne pouvait que croire"... La Suisse, 17 mai 72).
  - 3) Illustrée par le "tournant" du PCF en automne 77, que le PST se garde de commenter !
  - 4) Crettenand est responsable syndical des Syndicats chrétiens. cf brèche no 182.
  - 5) Vantant même la Genève internationale où des enfants de toutes les couleurs et de tous pays brandissent les drapeaux du canton !
  - 6) Le POCH p. ex. soutient l'intervention en Tchécoslovaquie; cf l'article dans ce numéro sur le POCH.
  - 7) Le PSA semble adopter une position plus correcte sur l'unité d'action, qui devrait permettre le rassemblement de toutes les forces du mouvement ouvrier pour des objectifs de défense immédiate. Mais le poids de la "realpolitik" commune peut faire pression dans l'autre sens, surtout sur une organisation aussi floue dans ses principes et ses références.
  - 8) Nous reviendrons sur cette question lors du prochain Congrès de la LMR dans une résolution qui sera publiée dans la brèche.
  - 9) cf en particulier VO, 12.9.75 / 20.11.75 / 5.3.77 / 10 et 14 fév. 78 sur l'eurocommunisme et les libertés.
  - 10) VO, 15 mars 78 : "Nous n'arrivons pas à préciser une ligne pour la paix qui soit mobilisatrice (...). Les choix soviétique et cubain ne font que compliquer la question". Signé E. Chiosterg-Tuscher.
  - 11) Résolution du CC qui n'a pas été discutée ni confirmée au Congrès.

Soutien à l'initiative antinucléaire, soutien au Manifeste 77 contre l'avis de la direction du Parti Socialiste Suisse

# Beaucoup d'écume, peu de vagues

C'est sur les accents de l'Internationale (audacieuse innovation dans un congrès...!) que s'est terminé ce congrès du PSS qui s'est tenu du 19 au 21 mai. Mais les fausses notes n'ont pas manqué ces trois jours à Bâle et l'image qu'a donnée le Parti Socialiste est pour le moins contradictoire. Deux représentants de la LMR y étaient invités.

Depuis 1967, le PSS n'a pas connu de croissance significative de ses membres comme le constate le rapport d'activité de 76/77. Ni la fin de la période de guerre froide, ni les mouvements de la jeunesse depuis 68, ni même l'éclatement de la crise économique n'ont profité au PSS. Et ce dernier congrès le confirme : la direction du PSS n'a aucun projet politique cohérent pour sortir le parti au niveau national de sa stagnation, sur le plan du recrutement et sur le plan électoral. Hubacher et son équipe n'ont présenté à aucun moment, dans ce congrès, un projet précis en positif pour une réactivation du parti, alors même que justement, à Bâle, un certain nombre de changements se sont opérés dans la plus grande des confusions. Pour la direction du parti, une chose est claire : la collaboration avec la bourgeoisie ne doit en aucun cas être remise en cause. Et le mot d'ordre du congrès "Maintenons l'appareil de production suisse - Maintenons nos places de travail" - est significatif : derrière un tel slogan (à consonnance chauvine), la direction du parti veut rassembler ses diverses composantes dans la perspective des élections nationales de 79. De telles formules sont creuses mais utiles dans ce sens, car elles permettent de condamner la suppression de places de travail, comme à Firestone, comme une des "conséquences du système", tout en ne formulant pas une seule proposition qui réponde aux attaques patronales. Dans le même style, le Conseiller national Richard Müller, président de la fraction parlementaire du PSS, ne se priva pas de quelques phrases plus combatives sur le problème des finances fédérales - ce qui tranche sur cette question d'avec les congrès précédents - mais, en même temps, la direction du parti a combattu avec bec et ongles les motions des sections de Lausanne et de Bienne romande qui s'opposaient fondamentalement respectivement à la politique de capitulation du PSS sur les finances fédérales et par principe contre la TVA. C'est donc une définition de la politique socialiste en négatif, qui s'accroche sans condition à la collaboration de classe et qui par conséquent est incapable de montrer une quelconque alternative.

## FORCE ET FAIBLESSE DE LA GAUCHE DU PSS

C'est précisément cette absence totale de stratégie discutée dans le parti, la confusion, l'incapacité de la direction d'opposer à la gauche des alternatives politiques qui sont à la base de l'illusion très répandue dans la gauche du parti que "le pouvoir est à prendre" dans le PSS.

En réalité le congrès n'est guère représentatif de la politique quotidienne menée par les parlementaires sociaux-démocrates, les membres socialistes dans les organes de l'Etat et les fonctionnaires syndicaux. Les plus beaux programmes, les meilleures résolutions ne les ont jamais forcés à modifier en aucune manière leur politique. Ainsi le poids réel de la gauche dans le parti, qui s'est déjà manifesté lors des derniers congrès, n'a eu que des effets très limités dans la pratique. La gauche dans le parti socialiste a certainement gagné en audience et en force. Dans les délégations présentes au congrès, en particulier dans celles de la ville de Zurich et des sections romandes, on a pu à nouveau constater, deux ans après le congrès de Montreux, que ces sections ont réussi à se renforcer, en puisant des forces nouvelles dans les mouvements de la radicalisation jeune et - c'est le cas en particulier pour la gauche zurichoise - ont connu un approfondissement de leur politisation. Mais cette gauche, sans aucun doute plus forte que lors des derniers congrès, a été incapable, au congrès de Bâle, La Brèche page 8

d'apparaître comme un courant qui réussit à avoir une tactique commune. Ainsi plusieurs décisions politiques ont été le fruit de majorités de hasard. Sur la question du soutien au Manifeste 77, où les sections de Zurich 7, de Bienne romande et d'autres sections romandes avaient discuté préalablement et s'étaient mises d'accord sur une intervention concertée, la gauche a montré le poids qu'elle pouvait avoir pour faire passer ses positions. Mais sur d'autres problèmes, cette absence de structuration et de tactique communes a conduit à des fautes tactiques incroyables, opposant diverses propositions de sections de gauche et conduisant à la défaite de toutes ces propositions. Ce fut le cas, par exemple, de la proposition de Bienne-romande sur le refus de principe par le PSS de toute proposition de TVA à laquelle la gauche lausannoise opposa une proposition selon laquelle le PSS ne devait accepter le nouveau paquet financier que si celui-ci contenant l'ensemble de ses revendications. Conséquence de ce manque de coordination et de clarté, la direction du parti put faire refuser les deux propositions par le congrès ! De même beaucoup de délégués de la gauche ne s'opposent pas non plus de manière décidée au "culte de la personnalité", savamment entretenu par la direction du parti, qui entoure la renomination à la présidence du parti de Hubacher. Profitant de son image bonapartiste, au-dessus des différents courants, entretenue aussi par une partie de la gauche, Hubacher

au Comité directeur, regrettait que ce projet ne contint en fait rien de substantiel. Des délégués des sections zurichoises s'opposaient à une partie du projet d'initiative qui parle, démagogiquement, d'une "plus grande transparence" des banques sans donner un quelconque moyen de contrôle. L'initiative telle qu'elle a été acceptée a le grand mérite de mettre en discussion publiquement la fonction de plaque tournante bancaire que joue la Suisse. Mais elle n'offre ni la possibilité - et cela fut souligné dans le congrès - de mobiliser réellement la classe ouvrière, ni les moyens de limiter réellement le pouvoir des banques, ce qui est impossible en système capitaliste, si l'on n'avance pas la question de leur nationalisation sous contrôle ouvrier. L'intervention de Brunschweig, nouveau Conseiller national de Zurich, fut la seule à poser la question décisive de l'organisation syndicale des employés de banques.

## POLITIQUE DU PSS SUR L'ENERGIE ET INITIATIVE ANTI-NUCLEAIRE

Pour une fois, les "fameuses phrases choc" de Ritschard n'ont pas passé la rampe. Son exposé sur l'énergie aurait pu être fait par n'importe quel politicien bourgeois. Il affirma tout à fait ouvertement que c'est à cause de la confiance qu'il porte à ses fonctionnaires et techniciens qu'il est favorable à l'énergie nucléaire. Et lorsqu'un délégué vaudois lui posa quelques questions-clés, qu'il sentit un public moins bien disposé à son égard qu'aux Chambres, le "ministre" socialiste



La direction du PSS au Congrès de Bâle : plusieurs fois mise en minorité...

intervient de tout son poids dans les débats-clés pour la politique du parti, comme ceux sur le Manifeste 77 ou sur la TVA. A noter aussi que le lancement, par le PSS tout seul, de l'initiative pour les 4 semaines de vacances n'a rencontré aucune opposition réelle dans la gauche.

## L'INITIATIVE SUR LES BANQUES

Le congrès du PSS devait être, selon Hubacher, un congrès anti-banques. Il a décidé du lancement d'une initiative sur les banques, conséquence du scandale de Chiasso. Cette initiative, selon le rapport de la commission, s'attaque au coeur même du capitalisme. Jean Ziegler ne va-t-il pas citer, pour appuyer cette initiative, Mao-Tse-Toung ! Il ira jusqu'à prétendre qu'elle pourrait même ouvrir un processus révolutionnaire. Un des objectifs de l'initiative, à côté de questions fiscales (lutte contre la fraude fiscale), c'est la solidarité internationale. Sur ces questions, certes très difficiles tactiquement, les délégués de la gauche n'ont adopté aucune ligne commune. Jean Ziegler soutenait la formulation de l'initiative telle que la proposait la direction du parti, en l'assaisonnant de formules clinquantes révolutionnaires. Peter Vollmer, le délégué des Jeunesses Socialistes

de l'énergie quitta la salle. Visiblement les discussions sur l'énergie et sur les centrales nucléaires dans son parti ne l'intéressent pas. Il poursuivra la politique qu'il mène sur cette question quelles que soient les décisions prises par le congrès.

Or le mouvement antinucléaire a des répercussions dans les rangs mêmes du PSS. L'ex-directeur de l'Office de l'Economie énergétique, parmi les délégués, n'en put trouver que 10 à s'affirmer ouvertement favorables à la construction de centrales nucléaires. Et c'est contre la volonté de la direction du parti, que les délégués ont décidé d'introduire la centrale nucléaire de Gösgen dans la revendication du moratoire de 4 ans. Cette résolution aura aussi une certaine importance vis-à-vis des tentatives de traiter les anti-nucléaires qui ont participé aux manifestations de Gösgen d'"extrémistes" et de condamner quelques-uns d'entre eux comme "meneurs". Mieux vaut tard que jamais, cette résolution est aussi à mettre à l'actif des journées d'action de Gösgen.

L'initiative anti-atomique allait faire du foin. Le comité avait proposé de ne pas apporter de soutien à l'initiative, sous prétexte qu'un tel soutien empêcherait de négocier

au parlement l'obtention d'une "bonne" loi sur le nucléaire. Reiniger, président de la commission, et à ce titre principal fauteur de l'imposture qui a pour nom "révision partielle de la loi sur le nucléaire", n'a trouvé qu'un public très froid. Aux côtés de la gauche, les délégués de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne combattirent la motion du comité. Une déléguée de Bâle-Campagne expliqua que le refus du PS de soutenir l'initiative aurait pour effet d'ôter toute crédibilité à l'initiative auprès de larges couches de la population. Avec 375 voix contre 146, pour le soutien à l'initiative, le mouvement anti-nucléaire a remporté une victoire significative.

## SOUTIEN AU MANIFESTE 77

Pour un parti largement intégré dans l'appareil d'Etat bourgeois, les congrès ne peuvent guère avoir d'influence sur la pratique politique. Il faut une bonne dose d'illusions pour croire qu'une résolution, même si elle y obtient la majorité, pourra renouveler le parti. Néanmoins, il n'est pas indifférent que même au sein du PS des positions soient ouvertement propagées dans le sens d'une

## "MANIFESTE 77" - RESOLUTION

« Le "Manifeste 77" est un document important pour le mouvement ouvrier en Suisse. Il répond à la situation économique et politique présente; il pose des questions de principe et d'actualité tout à la fois :

- il préconise une démocratie orientée vers la base dans les organisations de gauche et s'élève contre un bureaucratisme centralisateur et démobilitateur;
- il met en question la paix du travail telle qu'elle a été pratiquée au cours de ces 40 dernières années et propose de nouvelles formes de mobilisation et de lutte dans les entreprises;
- il s'oppose aux rapports de production capitalistes dirigés uniquement en fonction du profit;
- il tend à une forme d'union de la gauche qui permette un large rassemblement des forces du mouvement ouvrier.

Ces questions et revendications concernent toutes les organisations du mouvement ouvrier, elles présupposent une discussion ouverte et large qui ne manquera pas d'influencer le nouveau programme du PSS actuellement en préparation. Le fait de soutenir et mener une telle discussion ne peut donc pas être interprété comme une immixtion dans les affaires internes d'une fédération syndicale. Il s'agit plutôt de saisir une occasion d'examiner de nouvelles possibilités de collaboration nécessaire entre le PS et les syndicats sur tous les plans. Afin d'en créer les conditions indispensables, le PSS invite la direction de la FTMH à permettre une discussion ouverte dans ses rangs et à suspendre toute mesure répressive. »

réactivation du mouvement ouvrier. Depuis le Congrès de Montreux en 1976, qui avait approuvé l'initiative des 40 heures, il avait été possible à des syndicalistes actifs dans une fédération comme la FTMH de défendre des positions plus combatives sans pour autant risquer de se faire exclure sur le champ.

Pour une fois coordonnée, la gauche s'est fortement engagée dans la confrontation avec le comité, qui prétendait que le parti n'avait pas à se mêler des affaires intérieures des syndicats. Une motion de soutien au Manifeste 77 fut donc adoptée (voir ci-contre). Un délégué déclara que le PSS souffrait de la même sclérose bureaucratique que le Manifeste 77 combat dans la FTMH et qu'on ne pouvait pas se battre pour les libertés syndicales tout en les laissant étouffer par les directions syndicales.

La résolution du Congrès du PSS va donner certainement des maux d'estomac aux dirigeants de la FTMH et du PSS. Les premiers n'ont d'ailleurs pas tardé à réagir en publiant un communiqué le lendemain du congrès disant en substance "mêlez-vous de ce qui vous regarde". Il reste que cette résolution n'est pas promise automatiquement à être appliquée. C'est pourquoi il faut souhaiter que le plus grand nombre de sections possible organisent, comme l'a déjà fait une des sections zurichoises, des réunions-débats au sujet du Manifeste 77 et demandent l'ouverture complète de la presse socialiste au débat sur la démocratie syndicale. Les militants et militantes du Parti socialiste seront-ils prêts à se battre en commun avec des syndicalistes actifs, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, pour que ce qui est adopté sur le papier ne reste pas que du papier ? La campagne pour l'initiative antinucléaire et le Congrès de l'USS en automne 78 permettront de s'en rendre compte.

U. G./J. M. D.



# Youri Orlov condamné à 7 ans de détention

## LES NOUVEAUX PROCÈS DE MOSCOU

Poursuivi pour "agitation et propagande antisoviétique", Youri Orlov est condamné vendredi dernier au maximum de la peine prévue par le code pénal soviétique : 7 ans de détention à régime sévère suivis de 5 ans d'assignation à résidence.

Cet odieux verdict terminait un procès truqué. Il ne s'agissait en aucune manière d'établir la preuve d'un quelconque délit, mais de faire comprendre aux travailleurs soviétiques que le régime est bien décidé à ne faire aucune concession; il s'agissait également de réduire au silence l'un des plus prestigieux dissidents soviétiques.

Youri Orlov, physicien de 52 ans, est exclu en 1956 du Parti Communiste; il avait plaidé, au cours d'une conférence du parti, pour la libéralisation du régime. Victime d'une interdiction professionnelle, c'est en Arménie, qu'après un an de chômage il parviendra à nouveau à exercer

sa profession. Au début des années 70 il peut retourner à Moscou. Se liant à Sakharov, il y milita avec d'autres scientifiques pour la défense des droits démocratiques. Il fonde en mai 1976 le Groupe de Surveillance pour l'Application des Accords d'Helsinki, dont il est président.

Le Groupe de surveillance se propose de "veiller au respect des articles humanitaires de l'acte final de la conférence d'Helsinki", il développe une intense activité et gagne une large audience internationale. Dans d'autres républiques soviétiques, de nombreux groupes de ce type se fondent durant cette année. Militant pour le respect des droits démocratiques, ils frappent au coeur le régime bureaucratique qui ne tient son pouvoir que de la répression de toute activité autonome des travailleurs. Les autorités s'acharneront à les démanteler et à les discréditer aux yeux de l'opinion publique.

Avec Orlov d'autres animateurs du Groupe de surveillance sont arrêtés, l'écrivain Alexandre Guinzburg

et l'ingénieur Anatolii Chtcharansky, qui tous deux attendent également leurs procès.

17 mois de préventive pour Orlov, plus d'un an pour Guinzburg et Chtcharansky, le code de procédure judiciaire qui interdit d'aussi longues détentions provisoires, est allègrement violé : les autorités soviétiques craignant les remous internationaux ont laissé passer la conférence de Belgrade et pensent jouir, aujourd'hui, d'une bonne conjoncture...

De multiples mesures étaient prises pour obtenir une condamnation rapide et "sans bavures". Les droits de la défense sont bafoués, Orlov n'ayant pas le choix de son avocat, le tribunal refusant d'entendre les témoins cités par la défense; le procès se déroule à huis clos. Pas d'observateurs étrangers, pas de journalistes, ni de l'"Humanité" ni de la presse bourgeoise. Et pour cause, l'accusation ne se soucie aucunement d'apporter la moindre "preuve".

Simultanément s'ouvre à Tbilissi le procès de nombreux militants du Groupe de surveillance géorgien des accords d'Helsinki. A grands renforts de publicité. En effet, après 13 mois de secret, les autorités parviennent à faire "craquer" deux militants du groupe géorgien. MM Zviad Gamsakhourdia et Merab Kostava "avouent", devant les caméras de télévision, leurs crimes contre leur patrie soviétique, se "repentent" ! Brejnev et consorts sont bien les héritiers de Staline et les témoignages sont multiples qui montrent quelle combinaison de tortures physiques et de pressions morales parviennent à briser la résistance intellectuelle des opposants à la bureaucratie. Le Kremlin vit encore à l'heure des procès de Moscou, de "l'Aveu".

### DES REACTIONS A LA CONdamnATION D'ORLOV

Mais le mur du silence souhaité par les maîtres du Kremlin est fissuré. La Fédération Internationale des Droits de l'Homme condamne ce procès. A Londres s'est tenu un contre-procès à l'Institut de physique auquel participèrent de nombreux dissidents russes. La CGT, l'"Humanité", la "Voix Ouvrière" le condamnent également.

Certes, nous saluons le fait que des organisations ouvrières et communistes dénoncent ces dénis de justice, condamnent l'absence de liberté d'opinion. Mais le cynisme éhonté, la brutalité des procès en cours montrent bien que de telles prises de position ne sauraient suffire. Seules des campagnes unitaires, systématiques de soutien aux victimes de la répression bureaucratique combinées au plus large débat concernant les tâches politiques de l'opposition dans les pays de l'Est parviendront à la fois à développer un soutien permettant de faire reculer la bureaucratie et à convaincre les travailleurs de la possibilité de construire le socialisme en abattant les régimes bureaucratiques des pays de l'Est.

23. 5. 1978, B. D.



La femme de Youri Orlov proteste contre le procès intenté à son mari.

## Etat d'urgence au PEROU: Pour la libération immédiate de Hugo Blanco et des 800 syndicalistes arrêtés !

Depuis la chute en août 1975 du général Velasco Alvarado, leader historique de la "révolution péruvienne" de 1968, le régime militaire au pouvoir a été confronté à une crise économique désastreuse et à une croissance sans précédent des luttes ouvrières. A l'annonce de chaque train de mesures économiques anti-populaires, les masses répondirent par l'escalade de la mobilisation qui connut son point culminant avec la grève générale du 17 juillet 1977, première grève générale réussie depuis 1918.

La répression sélective des militants ouvriers et syndicalistes combattifs menée depuis le début 1975 n'a pas permis de briser le mouvement. Ne disposant d'aucune marge de manoeuvres économique, le général-président Morales Bermudez a été contraint d'annoncer en janvier 77 la mise sur pied d'élections démocratiques qui précéderaient au retour des militaires dans leurs casernes.

L'élection d'une Assemblée Constituante chargée d'élaborer une nouvelle constitution est (était ?) prévue pour le 4 juin prochain, et les élections présidentielles auraient dû se tenir en 1980. L'ouverture de la campagne électorale et le retour des exilés a cependant pris une ampleur inattendue, et a renforcé l'opposition populaire aux mesures d'austérité drastiques que le FMI (Fonds monétaire international) veut imposer au Pérou avant de lui accorder un nouveau prêt : licenciements, réduction des services sociaux, augmentation des prix, etc.

L'annonce par le gouvernement lundi 15 mai d'une hausse des prix de plus de 60 o/o a provoqué une flambée de grèves et d'affrontements avec la police qui ont fait en quelques jours 13 morts. 2 000 personnes ont été arrêtées. Suite à cela, les principales centrales syndicales du pays ont lancé pour le lundi 22 mai un mot d'ordre de grève générale qui a été déclarée "illégal" par le Ministère du Travail. Une vague d'arrestations a été lancée contre les militants syndicaux les plus connus du pays. 800 d'entre eux seraient déjà détenus, et à Lima les locaux de la CGT ont été occupés. L'état d'urgence est instauré dans tout le pays et tous les droits

constitutionnels ont été suspendus.

La situation est d'autant plus préoccupante que l'on a assisté ces derniers temps à une convergence entre les civils de la droite (l'APRA de Haya de la Rorre et l'Accion Popular de l'ex-président Belaunde) et certains secteurs de l'armée autour du ministre de l'intérieur Luis Cisneros et de Richter Prada, qui seraient favorables à un putsch de droite pour bloquer le processus actuel. Le général Richter Prada avait déjà été mêlé à une tentative de ce genre, avortée, en août 1975.

Notre camarade **Hugo Blanco**, leader paysan le plus populaire du Pérou, a été arrêté la semaine dernière. Incarcéré à la prison du Fronton entre 1963, date de la défaite des révoltes paysannes du Cuzco, et 1970, il a déjà été expulsé deux fois par la Junte depuis lors.

L'évolution de la situation politique nous porte à craindre le pire. Sa vie, ainsi que celle de tous les militants syndicalistes et ouvriers arrêtés ces derniers jours, est en danger. Seuls notre mobilisation et l'envoi de nombreux messages de solidarité de la part d'organisations syndicales et politiques suisses peuvent empêcher les gorilles de la junte de faire payer au leader de Chaupimayo sa fidélité au mot d'ordre qui soulevait les paysans de Cuzco : **Tierra O Muerte !**

22. 5. 1978

### RESOLUTION soutenue par le Congrès du PSS

(...)  
De nombreuses arrestations ont été opérées, dans les milieux progressistes politiques et syndicaux. Parmi les victimes de ces mesures, on compte notamment le secrétaire de la Confédération générale des travailleurs du Pérou, Eduardo Castillo, et le leader paysan Ugo Blanco, candidat aux élections. Ugo Blanco a déjà passé près d'une dizaine d'années en prison, tant au Pérou qu'au Chili; ce n'est que sous la pression internationale et grâce à l'intervention d'Olof Palme qu'il a été récemment libéré.

Le Congrès du PSS, réuni à Bâle le 21 mai 1978, exprime sa solidarité aux victimes de la répression. Il exige que les droits constitutionnels soient rétablis au Pérou, que les libertés de presse et d'expression redeviennent une réalité et que les prisonniers politiques soient immédiatement libérés.

## 27 000 petitionnaires contre la collaboration Suisse-Afrique du Sud

«Sharpeville 1961 - Soweto 16 juin 1976 - ces deux grandes dates sont le symbole de la répression féroce exercée par le régime d'Apartheid en Afrique du Sud à l'encontre des aspirations légitimes des Africains. Chaque semaine, cependant, et cela est moins connu, les racistes d'Afrique Australe commettent de nouveaux crimes contre l'humanité :

- Meurtre de Steve BIKO en prison en octobre 1977;
- Interdiction de 19 organisations oppositionnelles en octobre 1977;
- Bannissement de journalistes (Percy QUOBOZA et Donald WOODS) en octobre 1977;
- Déplacements forcés de centaines de milliers d'Africains : selon le STAR (25 mars 1978) il est estimé qu'entre 1948 et 1976, 2 millions 115 mille Noirs ont fait l'objet de déplacements forcés;
- Condamnations à des peines de prison très lourdes de 6 militants de l'ANC (Congrès National Africain) en avril 1978;
- Attaques meurtrières du camp de réfugiés namibiens de Kassinga en Angola par l'armée sud-africaine au début mai 1978;
- Bannissement des dirigeants de l'Azanie Peoples Organisation (AZAPO) en mai 1978.

Force nous est de constater que les condamnations morales de l'apartheid n'ont eu à ce jour que peu d'efficacité, tant il est vrai que le régime d'apartheid a reçu un soutien militaire et économique de grande envergure des multinationales et Etats occidentaux.

Le Conseil fédéral, en réponse à

une question ordinaire du Conseil national GROBET, qui demandait s'il ne fallait pas envisager une suppression de la garantie contre les risques à l'exportation en Afrique du Sud, a indiqué le 26 avril 1978 : "Le Conseil fédéral applique le principe de l'universalité dans sa politique économique suisse. Des relations commerciales sont donc entretenues avec tous les pays du monde quelle que soit leur structure politique. Il applique également ce principe à la garantie contre les risques à l'exportation (sauf à l'égard de la Rhodésie). Cette pratique est également suivie par les principaux pays industrialisés."

Le Conseil fédéral a refusé, par ailleurs, de révéler le montant des exportations garanties par la Confédération.

Cette prise de position est caractéristique du double langage que la plupart des Etats occidentaux utilisent à l'égard de l'Afrique du Sud : d'un côté, les condamnations verbales, de l'autre, le maintien de la législation encourageant les relations économiques avec la République Sud-africaine.

Et pourtant, la situation change. Depuis 1976, la NORVEGE a, d'une part, refusé d'autoriser le transfert des devises aux fins d'investissements en RSA, et, d'autre part, a cessé d'accorder la garantie contre les risques à l'exportation en RSA. Des mesures similaires ont été prises par les autres pays nordiques, et par le CANADA (au début de cette année).

Par ailleurs, la Commission des banques de la Chambre des repré-

sentants des Etats-Unis a récemment voté en faveur d'un projet de loi prévoyant la suppression de la garantie contre les risques à l'exportation en RSA (le STAR, 6 mai 78).

Enfin la REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE a, elle-même, en 1977 imposé une limite sur les montants des crédits pouvant être garantis contre les risques à l'exportation.

Il est ainsi faux d'affirmer, comme le fait le Conseil fédéral, que la pratique de la Confédération est également suivie par les principaux pays industrialisés.

C'est dans ce cadre que les organisations soussignées ont lancé la pétition contre la collaboration Suisse-Afrique du Sud qui demande :

- \* la dénonciation de la convention sur la double imposition avec l'Afrique du Sud;
- \* la suppression des garanties contre les risques à l'exportation vers la RSA;
- \* l'interdiction de toute propagande en faveur de l'immigration en RSA.

Cette pétition a rencontré un large écho : elle a été appuyée par 27 organisations et partis - dont le soutien actif de la LMR, réd. -, elle a fait l'objet d'une large campagne dans toutes les régions de Suisse, et, surtout, elle a recueilli 27 000 signatures. Il convient aussi de souligner que c'est la première fois, dans l'histoire du mouvement de solidarité anti-apartheid en Suisse, qu'une action aussi large qu'importante a pu se réaliser.))

BERNE, 23 mai 1978.

La Brèche page 9

# LA LMR, DE SA FONDATION AU IV<sup>e</sup> CONGRÈS

A la fin juin aura lieu le IV<sup>e</sup>me Congrès de la LMR, pour la première fois sous la forme d'un congrès de délégués. Le débat préparatoire dans l'ensemble de l'organisation aura commencé un peu plus de trois mois avant cette date. Il porte sur la ligne que la LMR entend se donner dans les deux prochaines années. La direction a soumis aux militants deux documents essentiels :

\* des thèses sur la situation politique et la construction du parti;

\* des thèses sur le travail dans les entreprises et les syndicats.

La discussion lancée a avant tout pour but de permettre à l'organisation et à ses militants, qui pour la plupart n'ont derrière eux que quelques années d'expérience politique, de mieux comprendre et de mieux s'orienter dans la réalité politique suisse. Car il est impensable de progresser dans la construction d'une organisation révolutionnaire si l'on ne parvient pas à rassembler le plus grand nombre possible de militants suffisamment autonomes dans leur pensée et dans leurs activités dans la mise en oeuvre d'une ligne élaborée collectivement. Car même si la LMR est une organisation relativement récente, elle est bien consciente que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ne sont pas aussi jeunes qu'elle, et elle a toujours tenté de se démarquer de ceux qui agissaient comme si le début de la politique coïncidait avec leur entrée dans la politique.

Avant d'aborder dans les prochains numéros les termes de l'actuel débat qui se déroule dans la LMR, il nous a semblé nécessaire de jeter un regard en arrière. D'où vient la Ligue, qu'est-elle devenue durant ces neuf premières années ?

## 1968 et le but révolutionnaire

1968, expérience décisive. La montée de la révolution vietnamienne, le printemps de Prague et l'intervention brutale de l'URSS, l'irruption explosive des luttes ouvrières en Europe occidentale posaient des problèmes fondamentaux de stratégie révolutionnaire.

Ces problèmes, une grande partie des militants de base ou des sympathisants des partis stalinien ou socialiste ne pouvaient les éluder. Ces partis peuvent-ils conduire les gigantesques forces apparues en 68 vers une transformation fondamentale de la société ? Pour le groupe qui, à l'intérieur du POP vaudois, allait être à l'origine de la fondation de la LMR, cette question trouva rapidement sa réponse, car le POP/PdT n'était même pas disposé à discuter de ce problème ! La direction réagit immédiatement par l'exclusion, comme d'ailleurs dans d'autres cantons.

Les militants de la tendance de gauche vaudois se rendaient néanmoins parfaitement compte que les problèmes qu'ils soulevaient dans le Parti se posaient depuis longtemps. Pour justifier la création d'une nouvelle organisation, il était donc in-

dispensable de régler les comptes avec le passé du Parti du Travail/POP et du Parti Socialiste. Tel était le rôle des "Textes de tendance" 1) de juillet 1969 : pourquoi l'absence de démocratie ouvrière dans les dits "Etats ouvriers" ? pourquoi les PC's européens ont-ils freiné les luttes de masse de 68-69 ? pourquoi le PdT a-t-il toujours sombré dans l'électoralisme, pourquoi est-il prêt à collaborer avec la bourgeoisie ? Mai 68 a montré à la "nouvelle gauche" que les partis stalinien ne veulent pas de changement radical de société, mais cherchent seulement à définir de nouvelles formes de collaboration avec la bourgeoisie dans les pays capitalistes. Il fallait surtout, face à ces questions que beaucoup se posaient, pouvoir apporter une réponse d'ensemble à l'orientation des partis ouvriers en Suisse,

fondation de la LMR, consacré essentiellement aux premiers pas vers la construction d'une organisation révolutionnaire en Suisse, établit une stratégie plus complexe. Il s'agissait de convaincre les forces qui, dans la jeunesse, commençaient à prendre leur sort en main, de faire leur l'objectif d'une réactivation du mouvement ouvrier, autrement dit de contribuer à la "rupture de la paix du travail".

Un tel objectif indiquait du même coup la conception de l'organisation à construire : une organisation d'"avant-garde", c'est-à-dire de militants préparés politiquement en vue de former le noyau du futur parti révolutionnaire de la classe ouvrière en Suisse, un parti qui ne pouvait voir le jour évidemment qu'au moment où le corset de la paix du travail éclaterait.

téger et donc les moyens de les élargir.

Le rapport principal envisageait d'ailleurs la probabilité d'une récession synchronisée dans les principaux pays capitalistes. Prédiction réalisée ! La LMR établissait donc la nécessité d'un travail dans les syndicats existants pour obtenir la modification de leur politique et entreprendre de les "débureaucratiser". Parallèlement, il accordait la priorité à l'implantation dans les couches salariées les moins soumises à l'intégration et les plus susceptibles de contribuer à l'ébranlement de la paix du travail : l'immigration et les apprentis.

Il revint au troisième Congrès (février 1976), un peu plus d'un an après l'éclatement de la crise, de préciser notre analyse de la société capitaliste suisse, notamment la

rition d'un tel "pôle" unitaire devait permettre à un nombre croissant de travailleurs radicalisés de sortir de leur isolement. Pour la première fois, la LMR avait mis au point une orientation complète pour intervenir dans la réalité suisse.

## Le 4<sup>e</sup>me Congrès et nos problèmes actuels

Dès que la LMR eût rassemblé suffisamment d'expériences dans ce domaine, la nécessité de préciser ses axes, de mieux équilibrer les diverses facettes de son intervention se firent sentir. L'implantation sociale de l'organisation s'était largement modifiée. Sa présence dans quelques entreprises et dans plusieurs fédérations syndicales importantes s'était considérablement renforcée. Mais comment "faire tenir" tout cela ensemble ? Dès la fin de 1976, quelques camarades proposèrent de débattre d'un texte portant sur les plus importantes précisions à apporter aux thèses du 3<sup>e</sup>me Congrès, et avant tout sur deux points :

\* l'importance pour la LMR d'accentuer la diffusion des ses propres propositions dans les débats politiques qui ont lieu au niveau national, cantonal, local, car l'évolution de la conscience dépend autant de ces débats que de ceux qui ont trait aux problèmes d'entreprise et syndicaux;

\* la place croissante que l'organisation doit accorder au travail de masse, qui lui permet d'établir un réseau de contacts dans la classe ouvrière, par lesquels ses propositions peuvent trouver un écho croissant.

Les premières discussions de ce texte firent apparaître ses lacunes. Les critiques lui reprochèrent avant tout de ne pas proposer une stratégie d'ensemble, et par conséquent de ne pas assez mettre en évidence l'importance de la construction d'une organisation révolutionnaire, ou alors de tomber simplement dans une politique d'auto-proclamation.

A partir de ce débat, un nouveau document a été soumis aux militants. C'est celui qui sera discuté au IV<sup>e</sup>me Congrès.

A partir des conséquences économiques et politiques de la crise, trois axes de travail sont proposés pour répondre à la question essentielle qui se pose à l'ensemble du mouvement ouvrier : comment les travailleurs avancés peuvent-ils briser leur isolement, convaincre leurs collègues de prendre leur sort en main ?

Les voici schématiquement :

\* promouvoir l'unité d'action autour d'objectifs immédiats, en vue de constituer à terme un front uni basé sur un programme de lutte contre le capitalisme;

\* orienter les mouvements de masse actifs — avant tout le mouvement de libération des femmes et le mouvement antinucléaire — vers le mouvement ouvrier, sans lequel ils ne pourront faire aboutir leurs revendications;

\* organiser systématiquement le travail dans les entreprises et dans les syndicats, car l'apparition d'oppositions à la bureaucratie dirigeante (comme le Manifeste 77) dans les syndicats et les entreprises ouvre de nouvelles possibilités pour réactiver le mouvement syndical et éviter que des réactions anti-syndicales facilitent la capacité des directions bureaucratiques à "diviser pour régner". Ce dernier thème fait d'ailleurs l'objet d'un texte spécifique.

Tout en soulignant le poids par-



La fête de la brèche au mois de mars : 9 ans de parution et une audience croissante...

Interfoto

et la comprendre dans un cadre historique et mondial, car la dégénérescence de la social-démocratie, puis du mouvement stalinien, ont profondément imprégné la politique du mouvement ouvrier bien avant que de nouvelles expériences puissent être faites en Europe ou en Suisse en 1968 et dans les années suivantes. C'est pourquoi, aussitôt la nouvelle organisation créée, deux tâches se présentaient à elle simultanément : élargir son implantation au niveau national, et adhérer à la IV<sup>e</sup>me Internationale, pour rejoindre, à travers elle, la tradition de la lutte révolutionnaire aussi bien contre le capitalisme que, dès les années 20, contre la bureaucratie stalinienne. Mais pour que le projet révolutionnaire soit complet, il fallait encore y intégrer les problèmes du mouvement ouvrier suisse.

## Du premier au troisième Congrès de la LMR

Alors que le mouvement ouvrier suisse restait encore plongé dans la passivité et que tous les regards étaient attirés par le développement très rapide de nombreux mouvements de la jeunesse, en laquelle beaucoup voyaient le nouveau "sujet" révolutionnaire, le congrès de

L'internationalisme acquit également dès le premier congrès de la LMR une signification centrale : seule la construction d'une section suisse de la IV<sup>e</sup>me Internationale pouvait apporter les garanties essentielles pour que cette organisation ne tombe pas dans le piège du nationalisme, dans lequel tous les courants du mouvement ouvrier en Suisse étaient tombés dans le passé 2).

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la LMR mena dès l'été 1970 sa première campagne en direction des entreprises contre l'initiative Schwarzenbach, sur le thème de la solidarité suisses-immigrés. L'organisation fit rapidement des expériences de luttes ouvrières (Bobst, Paillard), mais, assez tôt également, le manque d'expérience et de militants implantés dans les entreprises et les syndicats firent sentir leurs effets. Le deuxième congrès par conséquent s'attacha à livrer une analyse cohérente des rapports sociaux à l'intérieur du capitalisme suisse et des racines historiques, sociales et économiques de l'"intégration" du mouvement ouvrier en Suisse 3). A partir de ces analyses, les militants marxistes-révolutionnaires purent saisir avec plus d'acuité les brèches dans ce système d'in-

compréhension qu'il n'y a pas de lien immédiat entre la situation économique de la classe ouvrière et sa capacité de lutter, mais qu'au contraire une série de facteurs viennent brouiller les cartes. Alors que les précédents congrès envisageaient déjà la nécessité de multiplier les expériences d'unité d'action pour faciliter les actes de résistance à l'attaque patronale (dont les campagnes contre les xénophobes en 1970 et 1974, l'initiative des 40 heures fournissent des exemples), le 3<sup>e</sup>me Congrès allait faire du "front uni défensif" l'élément-clé destiné à permettre que la classe ouvrière puisse se défendre contre les conséquences de l'exploitation de la crise par les capitalistes suisses. Puisqu'un nombre beaucoup plus grand de travailleurs(ses) devait encaisser des coups très durs, le besoin de l'unité se ferait sentir de manière plus large et plus pressante que jamais. Tout en se faisant les artisans de l'unité de toutes les organisations politiques et syndicales chaque fois que possible, les révolutionnaires auraient à apporter des solutions, des revendications, des objectifs qui ouvrent la voie à cette unité d'action tout en l'orientant vers une voie alternative à celle de la collaboration de classes. L'appa-

ticulier à accorder au travail de construction d'un réseau de contacts et d'oppositions syndicaux anti-bureaucratiques, le texte principal s'attache à démontrer la nécessité de combiner ces tâches avec un renforcement considérable de la capacité de l'organisation révolutionnaire à introduire dans les principaux débats politiques des solutions qui montrent qu'une alternative anti-capitaliste est non seulement nécessaire, mais que c'est en fin de compte la seule "réaliste". Au moment où le POCH, le Parti du Travail, le PSA propagent leur vieille politique de collaboration en tentant de la parer de costumes plus "modernes", il n'est pas trop audacieux d'affirmer que la construction et l'affirmation d'une section suisse de la IVème Internationale, plus nombreuse en militants et gagnant sa reconnaissance comme une force réelle et utile au sein du mouvement ouvrier, est un objectif vital pour qu'à l'avenir les travailleurs en Suisse puissent se réapproprier leurs organisations et trouver le chemin de leur indépendance politique et syndicale.

**Comment discute la LMR ?**

Si le régime interne du débat et des prises de décisions dans la LMR a pour nom "centralisme démocratique", il y a une "petite" différence avec le régime des partis stalinien ou social-démocrates : il existe en son sein le **droit de tendance**, et le débat permet réellement de déterminer les axes de travail prioritaires de l'organisation dans la période à venir. Dans ce sens, le Congrès d'une organisation révolutionnaire n'a rien à voir avec, d'une part les "grandes fêtes" de la social-démocratie européenne, ou d'autre part les "mises en scène" des partis stalinien. Néanmoins, si le débat n'a pas été suffisamment préparé, compris, tranché par l'ensemble des militants au cours d'un débat politique de plusieurs semaines, même le Congrès d'une organisation révolutionnaire peut manquer son but.

**Les camarades qui ne sont pas d'accord avec les documents proposés ont le droit de se rencontrer dans toute l'organisation, de formuler d'autres textes alternatifs ou des amendements.** Ils ont le droit de les défendre devant tous les membres des sections, dans les cellules et les assemblées de sections. Ils ont le **droit de former des tendances** qui sont représentées au congrès selon leur force. Dans ce cas, le Congrès élira les organes de direction sur la base des proportions de délégués représentant chaque tendance.

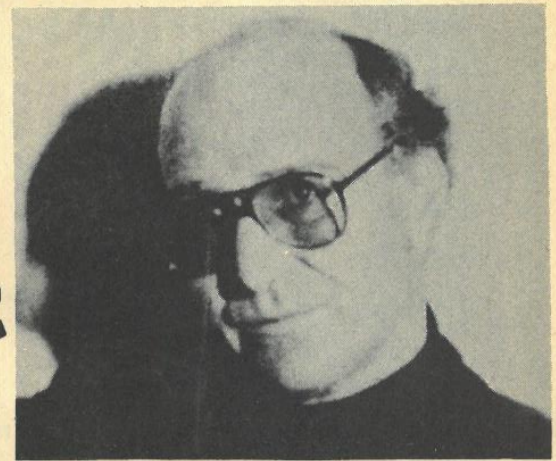
La discussion se déroule actuellement dans la LMR. Certains camarades critiquent le document présenté dans le sens où la ligne politique proposée reste trop liée à la politique traditionnelle du mouvement ouvrier suisse, comme les votations, les initiatives et le travail syndical et pas assez aux problèmes issus de la crise sociale et posés par les couches sociales qu'elle a mises en mouvement. Il n'est pas encore clair si ces critiques aboutiront à des textes clarificateurs, de simples amendements ou à un nouveau texte alternatif. Il est probable par contre que ce congrès va permettre d'approfondir l'enracinement de l'organisation dans la réalité et produire une contribution réelle au développement du mouvement ouvrier suisse.

1) Quatre au total, sur la caractérisation du PSS, sur la stratégie de "rassemblement populaire" du PdT, sur l'émigration en Suisse, sur l'intervention en Tchécoslovaquie. Les deux premiers textes ont été publiés en 1975 : "Les tâches des révolutionnaires...", Editions Cedips, librairies La Taupe, Lausanne (Tour 8bis), Genève (Muzy 5), Fribourg (funiculaire).  
2) Et tombent encore aujourd'hui, si l'on se réfère aux récentes positions sur la défense nationale d'une organisation maoïste et stalinienne comme l'Organisation Communiste le Drapeau Rouge.  
3) Les rapports de ce congrès, qui représentent sur les tâches des révolutionnaires en Suisse et sur la question syndicale les contributions les plus importantes que la LMR ait apportées jusqu'ici, ont été publiés, cf supra.



Pour le bi-centenaire de la mort de Voltaire (1694 - 1778)

**Lettres inédites de M. de Voltaire au sujet de l'affaire Croissant**



A M. Fyot de la Marche  
Ferney, novembre 1977

Il vient de se passer une scène qui fait dresser les cheveux à la tête; on l'ignore peut-être, mais si on en est informé, je défie Paris, tout frivole, tout opéra-comique qu'il est, de n'être pas pénétré d'horreur. Il n'est pas vraisemblable que vous n'ayez appris qu'un avocat allemand de Stuttgart, nommé Croissant, s'est vu expulser de France, où il était venu chercher refuge. Mais hélas, il n'est pas vraisemblable non plus que vous sachiez les circonstances de cette forfaiture.

Tout a commencé en 1972, lorsqu'on arrêta en RFA cinq terroristes, nommés respectivement Jean-Charles Raspe, André Baader, Holger Meins, Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof (vous excuserez, Monsieur, la barbarie de ces noms, impossibles à peu près à prononcer).

Deux ans plus tard - 1974 - l'un d'entre eux, Holger Meins, meurt en prison à la suite d'une grève de la faim.

Accusé d'être complice de ses clients, Me Croissant (et vingt-cinq autres avocats) se voit exclu de la défense. C'était, notez-le, je vous prie, voici trois ans.

Il est arrêté à son tour, puis libéré faute de preuves, contre une caution, il est vrai, de quatre-vingt

mille marks, puis arrêté de nouveau (1976), pour avoir demandé la réunion d'une commission d'enquête sur les circonstances de la mort d'Ulrike Meinhof, qu'on avait retrouvée pendue dans sa cellule; puis relâché encore, l'un des témoins à charge ayant été convaincu de mensonge...

Enfin, cet été, le Parquet allemand ayant demandé son arrestation pour la troisième fois, il s'est réfugié chez nous. Voilà pourtant, Monsieur, l'homme que nous avons livré. J'en suis hors de moi : je m'y intéresse comme homme, un peu même comme philosophe. Je veux savoir de quel côté est l'horreur du fanatisme politique. Ayez la bonté, je vous en supplie, de me faire savoir ce que j'en dois penser...

A M. et Mme le Comte et la Comtesse d'Argental  
Ferney, décembre 1977

Mes divins anges,

Je me jette à vos pieds et à ceux de M. le duc de \*\*\*. Deux avocats allemands sont à Paris dans le dessein de demander l'aide de leurs confrères français. L'oseraient-ils si Me Croissant était coupable ? Ce dernier a des sentiments dignes de ce grand rôle de défenseur, et au-dessus de son malheur. Il a vu tour à tour périr de mort suspecte le pre-

mier de ses clients, puis le second (ou plutôt la seconde), puis enfin les trois derniers. Il s'est vu lui-même soupçonné, accusé de complicité, exclu de la défense (après que dans un premier temps, il eut été soumis à des fouilles humiliantes (mon respect pour Mme la Comtesse m'empêche seul de vous donner les détails les plus horribles); son cabinet mis à sac, ses dossiers confisqués; et lui-même arrêté, puis relâché, puis arrêté de nouveau, puis encore relâché, tellement étaient absurdes les accusations portées contre lui.

Enfin, au début de cet automne, alors que craignant pour sa personne il avait demandé asile à la France, les amis de ses clients (qu'il n'avait pas revus depuis des mois !) ou prétendus tels, ayant enlevé un dénommé Schleyer, ancien dignitaire nazi et ancien SS, puis détourné un avion (dont ils ont tué le pilote, il faut le dire, dans un comble de fureur sanguinaire), aux fins de se procurer des otages, qu'ils espéraient échanger contre les terroristes emprisonnés, il s'est vu accusé d'avoir fomenté leurs entreprises; puis, lorsqu'on eut retrouvé Baader et Raspe baignant dans leur sang et Gudrun Ensslin pendue dans sa cellule, d'avoir inspiré leur "suicide", voire même d'avoir procuré aux deux premiers les pistolets avec lesquels ils se sont brûlé la cervelle.

Les gens les plus instruits me jurent qu'il est aussi innocent qu'infortuné. Enfin, si malgré toutes les preuves que j'ai, malgré l'impossibilité matérielle où il était notamment de fournir des armes à ses clients (fouilles minutieuses à l'époque déjà lointaine où il les rencontrait - eux-mêmes d'ailleurs surveillés jour et nuit), qu'on publie le dossier.

Je vous implore uniquement pour que la vérité soit connue; la justice viendra ensuite. Il est important pour l'honneur de la France que le jugement de Paris soit ou confirmé ou condamné.

A Me B., avocat auprès du Tribunal de Stuttgart.  
A Ferney, ce 25 décembre 1977.

Je vous confie, monsieur, le plus infortuné des hommes, qui demande de la chose du monde la plus juste. Mandez-moi, je vous prie, sur le champ, quelles mesures on peut prendre; je me chargerai de la reconnaissance. Je suis trop heureux de l'exercer envers un talent aussi beau que le vôtre. Ce procès, d'ailleurs si étrange et si capital, peut vous faire un honneur infini, et l'honneur, dans votre noble profession, amène tôt ou tard la fortune. Cette affaire, à laquelle je prends le plus vif intérêt, est si extraordinaire qu'il faudra aussi des moyens extraordinaires. Soyez sûr que le Tribunal de Stuttgart ne donnera pas des armes contre lui : il a défendu de sa cliente, Ulrike Meinhof, après le suicide supposé de cette dernière; il vous interdira par tous les moyens d'assurer la défense de l'accusé et par exemple de contre-enquêter sur place, pour démontrer l'inanité des accusations qu'on avance contre lui. Il n'y a qu'une grande protection qui puisse obtenir de l'autorité qu'elle ouvre ses dossiers. Nous cherchons cette protection : le cri du public devrait l'obtenir. Il est de l'intérêt de l'Europe qu'on découvre la vérité de l'affaire. Je vous supplie d'en parler aux magistrats et aux juristes de votre connaissance. Tâchons d'exciter leur esprit de justice. Après quoi, vous aurez la gloire d'avoir été le vengeur de l'innocence et d'avoir appris aux juges allemands et français à ne pas se jouer impunément du sang des hommes, à l'exemple des pires malfaiteurs. Les cruels ! ils ont oublié qu'ils étaient des hommes. Ah ! les barbares !

Monsieur, j'ai l'honneur d'être avec tous les sentiments que je vous dois... Etc.

(Lettres retrouvées et présentées par Jeanlouis Cornuz.)



**ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !**

**GENEVE**  
Grand Café du Grütli, 16 général Dufour  
Le Théâtre Mobile propose :  
du 30 mai au 3 juin, et du 6 au 10 juin : *Le carton à chaussures*, de Janry Vanel.

Salle Patiño, av. de Miremont 26  
Concerts AMR :  
sa 3 juin, 20h.45 : *Bastet / Siron / Alvin Queen* (jazz moderne).  
di 4 juin, 20h.30 : *Cosmic Bircher*.  
Festival de musique arabe :  
me 7 juin, 20h.30 : *Iraq*, musique classique vocale et instrumentale (7 artistes).  
je 8 juin, 20h.30 : *Iraq*, musique et danses populaires (8 artistes).  
du ma 30 mai à 19h. au sa 3 juin : événement-intervention par le Théâtre onze : *Voyages immobiles*.

je 1er juin, 20h.30 : *L'espace danse* avec Peter Heubi et Philippe Dahlmann.  
**Bois de la Bâtie**  
Le cabaret-théâtre de la Tour présente :  
du 7 juin au 23 juillet : 7 semaines de théâtre, musique, cabaret, chanson, tous les soirs à 21h. (relâche lundi); ve et sa dès 23h. : cabaret libre. Rens. et rés. (022) 92 04 98.

**Pic plouc**, impasse rue du Lac  
sa 3 juin, 21h. : *Tullamore Dew*.  
sa 10 juin, 21h. : *Martin Kolbe*.  
je 8 juin, 20h.30 : "*L'Ecole en question ?*", soirée d'information et de débat à propos du livre du MPF.

**Théâtre de Carouge / Atelier de Genève**  
Coulouvrenière 18 (place des Volontaires)  
en juin, tous les soirs sauf di, 20h.15 : *Prométhée enchaîné*, d'Eschyle.  
Maison du quartier de la Jonction  
ve 2 juin, 20h.30 : *fête chilienne*.

**CAC - cinéma Voltaire**  
ve 2 juin : *Le mandat* de Sembene Ousmane.  
La Sourdine  
ve 2 juin : *MGM*; ve 9 juin : *Bastet Siron Trio*.

**LAUSANNE**  
**SAUVABELIN**  
sa 27, dès 14h.; di 28 mai, dès 11h. : *FESTIVAL D'ENFANTS* (l'anti-Kid 78 !).  
Grande salle d'EPALINGES  
je 1er juin, 20h.30 : *musique folklorique paraguayenne*.  
salle des XXII cantons, gare CFF  
me 7 juin, 20h.30 : *soirée argentine*, organisée par Amnesty International (films...).

**Théâtre du Vide-Poche**, Palud 10  
ma 30 mai, 18h. et 20h.30 : *Soirée Jura : Deux Coeurs, Une Histoire en Noir et Blanc*, de Michel Bory; *Accalmie*, de Jean-Marc Bory; *Vallée de Joux*, de Jean Mayerat.  
du ma 6 au sa 10 juin, 18h. et 20h.30 : *semaine consacrée aux films ethnologiques de l'Institut des arts et traditions populaires* (Bâle), avec des films de Champion, Yersin... (par ex. : "Les derniers passementiers").  
ma 13 juin : 30 ans de cinémathèque suisse, avec Freddy Buache et films d'archives.

**Aula EPFL**  
ve 9 juin, 20h.30 : *Joan Pau Verdier*.

**LA CHAUX-DE-FONDS**  
du 27 mai au 25 juin : *6ème Biennale de La Chaux-de-Fonds*, organisée par le Théâtre Populaire Romand.  
2 juin, 20h.30 : *Quelle épique époque* (Blagueballe) à l'Aula des Forges. 3 juin 20h.30 : *L'âne de l'hospice* (TPR), Aula des Forges. 4 juin, 17h. : *Concert Neue Horizonte*, Aula des Forges. Et à 20h.30, à l'Ancien Stand : 8 juin : *Epopée du Mahabharate* (Kathakali); 9 juin : *Yvette Théraulaz*; 10 juin : *Ame Tsutchi* (Yoshi and Company). 13 : *concert*. Sam Tura

# Nouvelle guerre impérialiste au Zaïre

Depuis jeudi, les troupes belges et françaises soutenues par les USA et la Grande-Bretagne viennent d'ouvrir une nouvelle guerre impérialiste contre les peuples africains. La protection des ressortissants européens n'est qu'une duperie souvent utilisée dans le passé pour cacher une intervention coloniale.

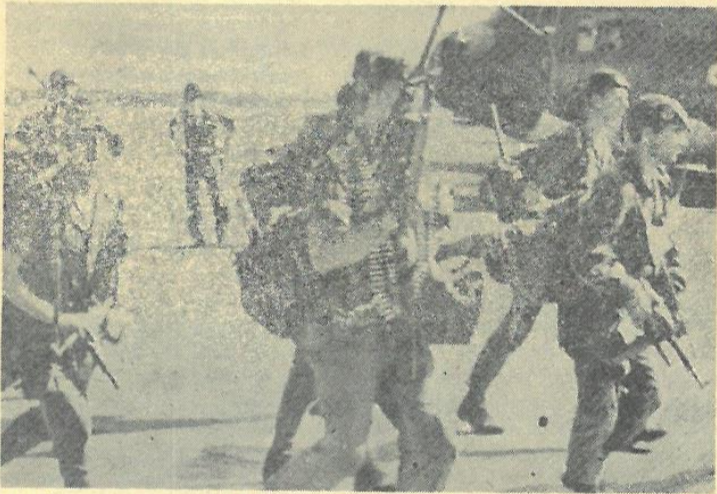
Ce qui est en jeu pour la bourgeoisie internationale, c'est la défense du régime de Mobutu, dans un pays qui occupe une place stratégique dans toute l'Afrique et qui possède des richesses naturelles fabuleuses.

Les organisations soussignées appellent les travailleurs, les jeunes, tous les anti-impérialistes à se lever contre cette intervention, à se mobiliser immédiatement dans les entreprises, les écoles, dans la rue pour exiger le retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes d'intervention au Zaïre, l'arrêt d'envoi de tout matériel de guerre et des opérations de soutien logistique.

Elles s'engagent dans leurs pays respectifs à susciter dans les jours qui viennent la riposte unitaire qui s'impose.

**Pas un homme, pas un sou, pas une arme pour Mobutu !**

- LCR : section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale
- LRT : section belge de la IV<sup>ème</sup> Internationale
- IMG : section britannique de la IV<sup>ème</sup> Internationale
- SWP : organisation sympathisante de la IV<sup>ème</sup> Internationale aux USA.



La légion de Giscard débarque à Kolwezi

Après trois jours de réunions d'états-majors secrètes, les gouvernements occidentaux ont lancé leur opération de normalisation au Shaba.

Dans un premier temps, il leur a fallu la préparer diplomatiquement, la légitimer aux yeux de leurs opinions nationales respectives, la coordonner sur le plan logistique. Il semble que le "feu vert" ait été donné jeudi au cours de deux réunions au sommet. La première se serait tenue en République fédérale allemande. A cette "coordination des puissances intéressées" auraient été associés certains pays africains. La deuxième a siégé au centre de l'OTAN à Bruxelles. Des rencontres qui inaugurent à grande échelle une nouvelle forme d'intervention impérialiste et qui montrent a posteriori comment l'opération "Verveine" au Zaïre en 1977 fut une "grande première".

Sur le plan des justifications, la thèse des "éléments étrangers" (cubains, russes ou angolais) s'étant révélée rapidement inopérante, les mass media officielles ont brodé largement sur le péril encouru par les 3 000 ressortissants étrangers de la région.

Mais, comme en 1954 lors de l'opération conjointe menée à Stanleyville par la Belgique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, il s'agit bien en fait d'aller "remettre de l'ordre" sur le terrain. D'au-

tant que l'armée zaïroise est incapable d'intervenir de manière organisée au Shaba. Pour ce faire, la Belgique a envoyé dès jeudi soir 1 750 parachutistes à Kinshasa. La France, pour sa part, a envoyé près de 1 000 légionnaires - parachutistes du 2<sup>ème</sup> REP de Calvi.

### Vers une intervention africaine

Des rumeurs laissent entendre que l'opération complète se ferait en deux temps. Une première phase aurait pour but d'évacuer les ressortissants étrangers. Elle serait assumée par les puissances occidentales. Une deuxième, de "normalisation", serait assumée par des forces militaires africaines soutenues logiquement par les pays occidentaux.

### LE CUIVRE DE MOBUTU

La région du Shaba, autrefois Katanga, aussi vaste que la France et peuplée de 3 millions d'habitants, constitue la partie méridionale du Zaïre. Bordée à l'ouest par l'Angola, au sud par la Zambie et à l'est par la Tanzanie, cette région du cuivre (Shaba) constitue un "scandale géologique". C'est la région minière et industrielle par excellence : on y extrait du cuivre, du cobalt, du platine, de l'or, de l'étain, de l'uranium en haute teneur.

On y trouve également d'immenses plantations de coton, de

### L'après Mobutu est commencé

Derrière ces tractations, ce dont il est question véritablement est l'après Mobutu. Les régimes impérialistes qui le soutiennent lui font évidemment griefs de ne pas avoir redressé comme ils lui en avaient donné mandat, la situation politique et économique du Zaïre, 14 mois après la précédente affaire du Shaba. Mobutu serait-il évincé après une normalisation militaire ? Dans les milieux patronaux belges, on n'écarte pas une telle hypothèse. Et certains posent la question : "Est-ce que ce n'est pas à Kinshasa que tout risque de basculer ?". Le personnel politique de rechange, depuis les épurations de Mobutu et l'incarcération de Karl I Bond, fait cependant largement défaut. On n'en cite pas moins certains noms, comme celui de Nendaka, qui fut ministre de l'Intérieur sous l'éphémère gouvernement Kimba, qui fit la transition entre Kasavubu et Mobutu.

Nendaka a l'avantage d'avoir été dans les années soixante chef de la CIA au Zaïre et responsable de la sûreté. En concurrence directe avec Mobutu, il fut limogé en 1970, n'a jamais été membre du parti au pouvoir et vit actuellement en Suisse.

### Traiter avec le FNLC ?

Des négociations avec le FNLC (Front national de libération du Congo) restent aussi une hypothèse transitoire pour autant que celui-ci résisterait à un assaut des troupes promobutistes. Un membre du FNLC que nous avons interrogé sur ce point n'a pas écarté l'idée d'une solution de "réconciliation nationale" à condition que cela ne soit pas avec Mobutu. Il s'agirait là d'une évolution récente du Front. Car, il y a 14 mois, le FNLC se déclarait opposé à un tel objectif. Quoi qu'il en soit, au-delà de la reprise militaire de Kolwezi, les milieux occidentaux sont bien conscients que la province du Shaba (grande comme la France) vit depuis plusieurs mois hors de tout contrôle du pouvoir central mobutiste. Ils n'ignorent pas non plus que d'autres régions immenses sont également en dissidence violente contre le régime discrédité du "chantre de l'authenticité". Que Bruxelles, Paris et Washington soient disposés à un règlement "musclé" de la situation est une chose. Mais ce serait une politique à courte vue comme lors de la précédente opération au Zaïre de mars 1977.

café, de tabac, et de riz.

Le Shaba est ainsi l'une des régions du Zaïre dont la richesse constitue la base économique d'un pays aussi vaste que l'Europe dans lequel les firmes étrangères règnent bien sûr en maîtres, quelles que soient les paraboles de Mobutu sur la "zairisation" de l'économie. Ainsi, la principale entreprise de cuivre, la Gécamines (Générale des carrières de mine), 6<sup>ème</sup> producteur mondial, dépend toujours par maints artifices juridiques de la Belgique.



Le leader nationaliste Lumumba peu avant son assassinat

## De l'indépendance à l'agression

L'indépendance de l'ex-Congo belge fut proclamée le 30 juin 1960. Un mois auparavant, le Mouvement Nationaliste Congolais (socialiste et unitaire) de Patrice Lumumba avait remporté les élections sur l'Abako (parti fédéraliste et modéré) de Kasavubu. Mais le régime colonial belge, qui exploitait depuis 80 ans les richesses minières du pays, réagit vivement aux visées nationalistes du gouvernement Lumumba. Il organisa la sécession du Katanga, région stratégique contrôlée par la Société Générale des Mines (de cuivre surtout). L'armée belge, mettant en avant Tschombé, un homme de paille, et armant des mercenaires, écrasa dans le sang le régime lumumbiste et ses partisans. Lumumba lui-même fut sauvagement assassiné le 17 janvier 1961. Mais "l'aventure katangaise" terminée, l'ombre de Lumumba planait encore. En 1964 une grande insurrection populaire embrasa le pays. Le 7 septembre une République populaire est proclamée à Stanleyville. Tschombé rappélé écrasa une nouvelle fois la rébellion avec l'aide des commandos-paras belges. Il fut par la suite révoqué par le président Kasavubu qui fut lui-même renversé en octobre 1965, par un coup d'Etat dirigé par Mobutu, ex-indicateur au service de la Sûreté belge.

Cherchant à se donner un vernis anti-colonialiste, Mobutu se tourna vers les USA, et tenta de "zairiser" certains intérêts belges. Il fut rapidement rappelé à l'ordre et ses projets tournèrent court. Depuis lors sous sa gestion éclairée, le pays courut à la faillite. De l'un des plus riches d'Afrique, il est passé en queue du continent pour ce qui est du revenu par tête d'habitant (90 dollars). Jadis exportateur de produits agricoles, il importe aujourd'hui l'essentiel de ses produits alimentaires.

### L'opposition à Mobutu (Qu'est-ce que le FNLC ?)

L'opposition au régime est extrêmement faible. A l'image de la défaite de 1965, elle garde

son caractère nationaliste encore très marqué de lumumbisme. Nulle part ailleurs en Afrique Noire la défaite infligée à la gauche nationaliste n'aura été aussi profonde et aussi durable dans les rangs de la génération suivante.

En dehors d'une opposition "marxiste" issue des débris du Conseil National de Libération de 1965 (le Parti Révolutionnaire du Peuple et le Parti Révolutionnaire Marxiste Congolais) et de l'opposition nationaliste radicale représentée par l'ex-Union Générale des Etudiants Congolais, le Front National de Libération du Congo (FNLC) en représente la principale composante.

Le FNLC provient d'un regroupement politique de troupes d'origine zaïroise ayant combattu aux côtés du MPLA durant la guerre civile angolaise. Leur chef militaire Mbumba est l'ancien chef de la gendarmerie katangaise. Les troupes du FNLC, qui atteindraient environ 1 500 à 2 000 hommes, trouvent donc sans doute leur origine dans les populations frontalières du Shaba et de l'Angola, et dans ce corps d'armée maintenu. Le FNLC est cependant très ambigu : les gendarmes katangais dirigés par Mbumba permirent la sécession katangaise de Tschombé et des belges en 1960. Ils furent associés en 1964 à la répression des maquis nationalistes. Ils furent de toutes les répressions et de toutes les opérations véreuses de Bruxelles. A la chute de Tschombé, ils passèrent en Angola pour servir le colonialisme portugais et protéger les mines de diamant. A partir de 1974, leur histoire s'estompe et on les retrouve en 1975 aux côtés du MPLA "anti-impérialiste" et surtout anti-mobutiste. Un tel mouvement apparaît peu capable d'une autonomie politique. Or ni Luanda ni La Havane ne semblent avoir été directement derrière l'intervention du FNLC il y a 14 mois au Zaïre. La question reste posée de savoir qui a décidé de ces interventions et quels sont les objectifs immédiats du FNLC.